

DEPUIS BOUIRA
**Lancement de la
campagne de
moisson-battage**

P 2

SON PRIX NE CESSE D'AUGMENTER

Trop cher le mouton de Aid El Adha!

Quelques jours nous séparent de la fête de l'Aid El Adha. Ce qui aurait pu être un moment de recueillement religieux, tourne au cauchemar pour les chefs de famille, qui se disent pris en tenaille, entre l'obligation religieuse et les fourches caudines des spéculateurs. Cette année, au vu des prix pratiqués (entre 60 000 et 150 000 DA), beaucoup disent ne pas pouvoir se plier à ce rite. La situation est telle, que sur les réseaux sociaux beaucoup d'internautes se demandent si ces moutons sont nourris au « Nutella ». P 3



AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES
GLOBAL DE 500 MILLIARDS DE
DINARS

**L'industrie a créé plus
de 3 millions de postes
d'emploi**

L'Industrie en Algérie est sur une trajectoire de croissance et de transformation, soutenue par des efforts continus pour diversifier l'économie et renforcer les capacités de production locale.

P 5

HAUTE COMMISSION
NATIONALE DES RECOURS LIÉS
À L'INVESTISSEMENT

**Obligation de passer
d'abord par l'AAPI**



Le membre de la Haute commission nationale des recours liés à l'investissement, Kamel Kheffache, a insisté, lundi à Alger, sur l'obligation de déposer les recours relatifs à l'octroi du foncier économique au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), avant le recours à la commission en cas d'avis défavorable.

P 4

2^e ÉDITION DU SALON
INTERNATIONAL DE LA
SYNERGIE INDUSTRIELLE
D'ORAN

**Pour une intégration
efficiente et inclusive**

La deuxième édition du Salon International de la Synergie Industrielle d'Oran «le SISIO» se déroulera du 05 au 8 juin 2024 au niveau du centre des conventions d'Oran CCO. Organisé par la chambre de sous-traitance et de partenariat de l'ouest BSTPO, le SISIO est parrainé par deux ministères: l'industrie et la production pharmaceutique et l'économie de la connaissance, Startup et micro entreprises.

Le Salon qui se tient sous le slogan « Pour une intégration efficiente et inclusive » verra la participation de 72 exposants issus de différents secteurs d'activités et plusieurs start-up incubées des différentes universités d'Oran.

P 3

GROUPE « HTT » ET LE GROUPE «GIPLAIT»

**Signature
d'une convention
cadre** P 2

AGENCE ALGÉRIENNE DE
PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

**«L'Algérie verra la
réalisation de projets
étrangers d'envergure»** P 5

POUR ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

**Investir
dans le secteur
des transports** P 4

EN 5E RÉGION
MILITAIRE

Le Général
d'Armée Saïd
Chanegriha en
visite de travail
et d'inspection

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé hier mardi, une visite de travail et d'inspection, de deux jours, en 5e Région militaire à Constantine, où il tiendra une rencontre d'orientation avec les personnels de cette Région et inspectera des unités industrielles de l'ANP, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«OOREDOO»
Sponsor officiel
de la 13ème
édition du
Concours
Jeunes
Entrepreneurs

L'Association « INJAZ El Djazair » a organisé à l'Ecole Supérieure de l'Hôtellerie et de la Restauration (ESHRA) d'Alger, une cérémonie de proclamation des projets lauréats de la treizième édition du concours annuel des jeunes entrepreneurs, avec le parrainage officiel de l'entreprise «Ooredoo». Cette cérémonie, organisée sous l'égide du ministère de l'Economie de la connaissance, des start-ups et micro-entreprises, et avec la contribution d'Ooredoo comme sponsor officiel, a été marquée par la présence du ministre Yacine El-Mahdi Qualid, des représentants des ministères de l'Industrie et de l'Environnement, ainsi que les responsables de l'entreprise Ooredoo.

DEPUIS BOUIRA

Lancement de la campagne
de moisson-battage

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a annoncé lundi à Tiaret, que "la situation de l'alimentation en eau potable au chef-lieu de la wilaya sera améliorée dans deux semaines, soit à l'Aïd El Adha, à la faveur des mesures pratiques qui seront prises".

Le ministre de l'Agriculture et du Développement, Youcef Cherfa, a entamé hier matin une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira, où il a donné le coup d'envoi officiel de la campagne moisson-battage de la saison 2023/2024 dans les wilayas du nord du pays, une occasion également pour inspecter plusieurs projets et investissements agricoles. Par la même occasion, M. Cherfa a posé la première pierre pour la construction de six silos à grain pour le stockage des céréales, sur les huit silos dont a bénéficié cette wilaya à vocation agricole. Ces installations font partie du programme national de renforcement des

capacités de stockage des céréales au niveau national (52 wilayas), qui comprend la réalisation de 350 silos à grain pour le stockage des céréales d'une capacité totale de 1,75 millions de tonnes de céréales et de 30 silos de stockage stratégiques d'une capacité totale estimée à 30 millions de tonnes. La construction de 16 silos stratégiques de stockage d'une capacité totale de 250 000 tonnes est également en cours de réalisation. En plus de rendre visite aux investisseurs agricoles de la wilaya, le ministre a visité une des unités de production agricole (anciennement ferme pilote) qui s'est orientée vers le développement de cul-

tures stratégiques selon les nouvelles tendances du secteur agricole. Ceci fait suite aux décisions du Conseil des ministres tenu le 18 février 2024. Les fermes pilotes ont été restructurées pour devenir des unités de production agricole d'État spécialisées dans la production et le développement de cultures stratégiques (légumineuses, multiplication de semences, oléagineux et arbres résistants). Dans ce contexte, le Groupe de Valorisation des Produits Agricoles (GVAPRO) a été restructuré pour devenir une entreprise économique publique avec des participations en charge du développement des cultures agricoles stratégiques.

GROUPE « HTT » ET LE GROUPE « GIPLAIT »

Signature d'une convention cadre

Le Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme "HTT" et le groupe Giplait ont signé, lundi à Alger, une convention cadre en vue de renforcer la culture de consommation des produits locaux. Cette convention a été signée par le PDG de HTT, Amar Guellati et la PDG de Giplait, Samah Lahlouh. A cette occasion, M. Guellati a souligné que la signature de cette convention était "un pas important vers le renforcement de la coopération entre les deux groupes et bala-

is aspirations communes en termes d'appui et de relance de l'économie nationale". "Le Groupe (HTT), à travers son réseau qui comprend 73 unités, s'attèle à offrir des services de qualité qui répondent aux besoins des visiteurs", a-t-il ajouté, soulignant que le partenariat avec Giplait "va au-delà de la dimension commerciale pour servir d'exemple de renforcement de la culture de consommation des produits locaux et de soutien à l'économie nationale". Il s'est, en outre, félicité des "efforts inlassables consentis par

les pouvoirs publics en vue d'appuyer et de développer le secteur touristique, et renforcer les partenariats entre les entreprises nationales". Pour sa part, Mme Lahlouh a indiqué que cette convention représentait "un jalon dans l'édification d'un partenariat stratégique visant à réaliser l'excellence dans les prestations offertes dans le secteur du Tourisme, en garantissant des produits laitiers de qualité". Elle a également expliqué que cette convention constituera "un tournant dans l'appui à la production natio-

nale et le renforcement de l'investissement en Algérie, ce qui favorisera l'indépendance économique et l'ouverture de nouvelles perspectives de développement et de croissance dans les secteurs de l'Agriculture et du Tourisme en Algérie", outre "l'amélioration des prestations proposées aux clients". D'autres conventions entre les différentes unités des deux groupes ont également été signées en vue de promouvoir les produits du groupe Giplait et renforcer la culture de consommation des produits locaux.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

29 morts et plus de 1600 blessés en une semaine

Vingt-neuf (29) personnes ont trouvé la mort et 1601 autres ont été blessées dans 1343 accidents de la route enregistrés durant la période allant du 26 mai au 1 juin courant, à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wi-

laya de M'Sila avec 5 personnes décédées et 28 autres blessées suite à 28 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 1459 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger

(145 incendies), Blida (83) et Chlef (71), ajoute le communiqué. Aussi, pour les opérations diverses, la Protection civile a effectué 6591 interventions, durant la même période pour le sauvetage de 355 personnes en situation de danger et l'exécution de 5482 opérations diverses d'assistance.

NÂAMA

Les corps de deux enfants noyés repêchés d'un plan d'eau à Asla

Les agents de la Protection civile ont repêché, lundi soir, les corps de deux enfants noyés dans un plan d'eau, dans la commune de Asla (Nâama), a indiqué un communiqué de la cellule d'information de la direction de wilaya de ces services. Les deux victimes,

âgés de 14 ans, ont perdu la vie noyés dans un plan d'eau de l'Oued Merdja au lieu-dit Kebacha, à 15 km de la commune de Asla. Les deux corps ont été déposés par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de Asla à la morgue de la structure sanitaire de cette

commune. Les services de la Protection civile ont signalé qu'à l'issue des orages enregistrés, dimanche soir dans plusieurs régions de la wilaya, trois autres personnes ont été sauvées, dont le véhicule a été inondé par les eaux de l'Oued Kaoukaw, situé à 15 km de la commune de

Djeniene Bourezk. Les opérations de sauvetage et de recherche de victimes probables, suite à ces orages, se poursuivent au niveau des sites des crues des oueds, dont le débit des eaux s'est accru suite à de fortes pluies enregistrées au sud de la wilaya, a-t-on ajouté.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SON PRIX NE CESSE D'AUGMENTER

Trop cher le mouton de l'Aïd El Adha!

Quelques jours nous séparent de la fête de l'Aïd El Adha. Ce qui aurait pu être un moment de recueillement religieux, tourne au cauchemar pour les chefs de famille, qui se disent pris en tenaille, entre l'obligation religieuse et les fourches caudines des spéculateurs. Cette année, au vu des prix pratiqués (entre 60 000 et 150 000 DA), beaucoup disent ne pas pouvoir se plier à ce rite. La situation est telle, que sur les réseaux sociaux beaucoup d'internautes se demandent si ces moutons sont nourris au « Nutella ».

Par Réda Hadi

Faut dire que les algériens allaient accueillir cette fête avec sérénité, après les propos tenus en Mai 2024 sur la chaîne Echourouk News, par M. Messaoud Ben Dridi, directeur général de la production agricole au ministère de l'Agriculture, qui affirmait que le ministère déploie tous ses efforts pour que les prix des moutons de Aïd al-Adha soient cette année à la portée des citoyens algériens. Dans des déclarations à la chaîne Echourouk News, M. Ben Dridi a réitéré que l'État subventionne tous les aliments du bétail, en soutien aux éleveurs. Sauf qu'à l'approche de cet événement, de nombreux citoyens se tournent vers les moteurs de recherche, pour s'informer des prix des moutons cette année, suite à des rumeurs qui circulent sur une flambée des prix, certains évoquant même une multiplication par trois par rapport aux prix habituels. D'après les statistiques officielles les plus récentes du ministère algérien de l'Agriculture, le cheptel ovin en Algérie ne dépasse pas les 17 millions de têtes. L'année dernière déjà, les prix des moutons avaient connu une hausse record, et les observateurs redoutaient une nou-



velle augmentation cette année. Le premier défi est de trouver une bête à sacrifier qui soit un mouton, car ceux vendus à 50 000 DA, sont comparés à des « chatons ». Evidemment dans ces circonstances, les yeux sont vite tournés vers les éleveurs, accusés à tort ou à raison d'être à l'origine de cette hausse, alors que les produits d'alimentation sont subventionnés. De leur côté, les vendeurs de moutons avancent plusieurs justifications (Coût des aliments pour bétail en hausse, réduction du nombre d'éleveurs...), mais ces arguments ne font pas l'unanimité auprès des citoyens qui estiment que les

prix pratiqués sont excessifs et ne reflètent pas l'augmentation des coûts de production. A Kaidi, un quartier de Bordj El Kiffane, un acheteur est particulièrement désabusé : « Je suis venu avec l'intention d'acheter, mais les prix sont élevés. Il n'y a pas de moutons à 40.000 ou 50.000 DA. Il faut compter à partir de 100.000 DA et plus ». D'un air desabusé, il confie : « Je ne pense pas en acheter cette année ». Particulièrement énervé, un éleveur lui répond : « Le prix des moutons n'est pas élevé ». Il argumente : « C'est le prix de l'alimentation qui est élevé : l'orge, la

paille, le foin, le gardiennage, la main d'œuvre, l'eau. Pour tout cela, il faut de l'argent, tout se paye ». Tout en continuant sa diatribe il se justifie et ajoute « On nous dit que les animaux sont chers, mais le quintal de son est à 450 DA, la botte de foin à 140 DA et celle de paille est à 100 DA ». Il conclut : « Bien sûr que ces animaux ne sont pas chers ». Alors en désespoir de cause, ils seront nombreux cette année à sacrifier le mouton de l'Aïd, sur l'autel du désespoir. Certains disent avec plein d'ironie, qu'à défaut de sacrifier un mouton en entier, ils l'achèteraient en « pièces détachées ». Mais là aussi l'achat ne sera pas aussi facile, car un gigot d'agneau, du foie, des rognons blancs et un bouzoulouf (tête du mouton) peuvent coûter 21 000 dinars. Plus de deux fois moins que le prix d'un mouton, vendu au minimum 50 000 dinars et jusqu'à 120 000 dinars dans la plupart des points de vente de la capitale et de sa périphérie. Soit jusqu'à six fois le salaire minimum garanti. Reste une dernière alternative, passer un Aïd sans mouton, et très peu de viande, et boycotter les éleveurs. Mais c'est un sacrifice, que tous les parents ne feront pas, au vu de la déception de leurs enfants.

2E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA SYNERGIE INDUSTRIELLE D'ORAN Pour une intégration efficiente et inclusive

La deuxième édition du Salon Internationale de la Synergie Industrielle d'Oran «le SISIO» se déroulera du 05 au 8 juin 2024 au niveau du centre des conventions d'Oran CCO. Organisé par la chambre de sous-traitance et de partenariat de l'ouest BSTPO, le SISIO est parrainé par deux ministères: l'industrie et la production pharmaceutique et l'économie de la connaissance, Startup et micro entreprises. Le Salon qui se tient sous le

slogan « Pour une intégration efficiente et inclusive » verra la participation de 72 exposants issus de différents secteurs d'activités et plusieurs start-up incubées des différentes universités d'Oran. La deuxième édition du SISIO se veut aussi, une plateforme d'échange et de collaboration conçue pour catalyser l'innovation, favoriser les partenariats stratégiques et stimuler la croissance dans le domaine industriel. En effet, pour cette 2e édition,

le SISIO réunit des acteurs clés de l'industrie, des experts et les donneurs d'ordre. En réunissant les représentants algériens et étrangers dans les secteurs de la mécanique, du métallique, métallurgique, électrique, électronique, plastique et numérique, cette 2e édition du SISIO ambitionne d'explorer les synergies entre les différentes industries et à promouvoir des solutions durables. En plus de la partie consacrée aux expositions, la 2e édition

du Salon Internationale de la Synergie Industrielle d'Oran est un lieu de rencontre pour les experts, chefs d'entreprises, représentants du secteur public, grâce à une série de conférences et de tables rondes qui aborderont des thématiques importantes comme: l'open innovation, le reverse engineering, les normes ISO et l'accès à la chaîne de valeur mondiale. Parmi les objectifs principaux de cette 2e édition du SISIO on pourra citer, la promotion de la

collaboration et la facilitation des échanges entre les grandes entreprises industrielles, les PME, start-up, la présentation des dernières avancées technologiques, les solutions innovantes et les bonnes pratiques en matière de développement industriel durable, et la présentation des opportunités vers une industrie plus durable, résiliente et inclusive à travers une série de conférences, ateliers et tables rondes.

CONSTANTINE

Opérations de contrôle d'une centaine d'espaces de restauration des cycles moyen et secondaire

Pas moins de 107 espaces de restauration (régime de demi-pension) destinés aux élèves des zones éloignées relevant des cycles moyen et secondaire, ont fait l'objet de plusieurs opérations de contrôle, dans le cadre d'un programme de sorties sur terrain, tracé par les services de la wilaya, a-t-on appris mardi du directeur de l'éducation nationale, Lakhdar Berkati. Des commissions communes regroupant des représentants des directions de l'éducation nationale, de la santé, du commerce et de la promotion des

exportations, de l'environnement ainsi que des bureaux communaux d'hygiène relevant des 12 communes de la wilaya ont été installées afin d'assurer le bon déroulement de ces opérations de contrôle, dans le cadre des examens du BEM et du Bac (session du juin 2024), a déclaré à l'APS le même responsable. L'opération intervient en application des directives des services de la wilaya ayant pour objectif de s'enquérir du respect des conditions d'hygiène, de la chaîne de froid et de conservation des produits alimentaires, en plus du

contrôle des équipements de ces espaces de restauration, a souligné le même responsable. Les agents de la qualité et de la répression de fraudes de la direction du Commerce et ceux des bureaux communaux d'hygiène, a ajouté la même source, ont également effectué depuis le début du mois de mai précédent, des prélèvements des échantillons de l'eau potable des réservoirs d'eau de ces centres d'examen, afin de contrôler la qualité de l'eau. Le même responsable, a également indiqué qu'une brigade mixte composée

des services de l'Inspection vétérinaire, de la santé et du commerce, a été installée pour le contrôle aussi de la qualité des produits alimentaires destinés à la restauration tout au long de la période des examens, pour éviter les intoxications alimentaires collectives. Dans la wilaya de Constantine, 79 centres d'examens ont été réservés aux épreuves du baccalauréat et 82 autres sont destinés aux candidats concernés par l'examen du BEM, a fait savoir M. Berkati.

ORDRES DE BOURSE

Lancement d’une plateforme numérique

La Commission d’organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a lancé en partenariat avec l’Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE), la numérisation des ordres. L’objectif est de conférer une plus grande dynamique aux transactions sur le marché financier national, tout en améliorant l’attractivité de ce dernier.

Le président de la COSOB, Youcef Bouzenada a annoncé la mise en service d’une plateforme électronique appelée « E-tawki3 », en vue de transférer les ordres qui se faisaient auparavant sous format papier vers un format électronique, ce qui permet aux investisseurs de présenter leurs ordres avec facilité et une plus grande célérité, à travers les intermédiaires dans les opérations de bourse, les prestations bancaires électronique Ebanking , ou à travers d’autres applications.

Le tout, vise à faciliter l’opération de transaction, tout en leur épargnant le déplacement vers les agences bancaires. Selon le même responsable, le lancement de cette plateforme qui s’est fait avec la contribution de l’Association des banques et des établissements financiers (Abef), intervient « conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à généraliser la numérisation dans tous les secteurs, notamment ceux liés aux prestations financières ».

Cet outil numérique mis à disposition par l’AGCE «jouit d’un ensemble d’instruments forts, pour l’élaboration des titres avec facilité et efficacité, de même qu’il permet la mise en place des signatures électroniques qualifiées à même de conférer aux transactions électronique un caractère officiel et de les sécuriser davantage ».

D’autre part, M. Bouzenada a fait savoir que la COSOB a récemment reçu des demandes de trois petites et moyennes entreprises (PME) exprimant leur intention d’entrer en Bourse, précisant que l’étude des dossiers de ces entreprises opérant dans le secteur industriel est en cours.

HAUTE COMMISSION NATIONALE DES RECOURS LIÉS À L'INVESTISSEMENT

Obligation de passer d’abord par l’AAPI

Le membre de la Haute commission nationale des recours liés à l’investissement, Kamel Kheffache, a insisté, lundi à Alger, sur l’obligation de déposer les recours relatifs à l’octroi du foncier économique au niveau de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), avant le recours à la commission en cas d’avis défavorable.

En marge de sa participation au Forum du quotidien El Moudjahid qui avait reçu le directeur général de l’AAPI, Omar Rekache, M. Kheffache a souligné que les investisseurs n’ayant pas obtenu un foncier économique, après expiration du délai légal des offres d’assiettes foncières sur la plateforme numérique de l’investisseur, étaient tenus de se conformer aux procédures de recours impliquant "le dépôt préalable d’une requête auprès de l’AAPI, laquelle devra trancher dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de réception". En cas de recevabilité de la requête, la déci-

sion finale de l’AAPI sera signifiée au concerné avec l’annulation de la décision provisoire préalablement émise.

En cas de refus de la requête, l’investisseur peut introduire un recours auprès de la Haute commission nationale des recours liés à l’investissement, joint de tous les documents d’appui y compris du refus de l’AAPI. La commission devra trancher dans un délai d’un (01) mois à compter de la date de sa saisine. Pour sa part, le DG de l’AAPI a affirmé que la non obtention d’un foncier économique par le demandeur ne signifiait pas un "refus", mais qu’il a, plutôt, obtenu le plus bas score selon la grille d’évaluation des projets en vigueur, précisant que "sa demande sera examinée en cas d’annulation du projet ayant bénéficié de la décision ou de non conformité des informations du bénéficiaire figurant dans la déclaration lors de l’introduction de sa demande via la plateforme numérique".

A noter que la Haute commission nationale

de recours liés à l’investissement a été créée en vertu de la loi n 22-18 du 24 juillet 2022 sur l’investissement. Le décret présidentiel de septembre 2022 a fixé la composition de la commission et son fonctionnement en tant que "Haute instance chargée de statuer sur les recours introduits par les investisseurs s’estimant lésés au titre de l’application des dispositions de la loi sur l’investissement".

Cette commission, présidée par le directeur du Cabinet de la Présidence de la République, est composée de sept membres, outre le représentant de la Présidence de la République en tant que président, un magistrat de la Cour suprême et un magistrat du Conseil d’Etat proposés par le Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), un magistrat de la Cour des comptes proposé par le Conseil des magistrats de la Cour des comptes, ainsi que trois experts économiques et financiers indépendants désignés par le président de la République.

POUR ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Investir dans le secteur des transports

La Commission des transports et des télécommunications de l’Assemblée populaire nationale (APN) a organisé, lundi à Alger, une journée parlementaire consacrée au secteur des transports en Algérie lors de laquelle l’accent a été mis sur l’importance d’investir dans ce secteur afin d’accompagner la dynamique économique nationale, étant donné qu’il s’agit d’un secteur stratégique aux dimensions sociales et de développement.

Lors de cette journée parlementaire intitulée "Investir dans le secteur des Transports pour accompagner la dynamique de l’économie algérienne", qui s’est déroulée en présence de la Haut-commissaire à la numérisation au rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, de membres des deux chambres du Parlement, ainsi que de spécialistes du domaine, le président de la Commission des transports, Kamel Aouissat, a souligné la nécessité de mettre en place une stratégie globale pour développer tous les modes de transports conformément aux normes internationales et aux besoins de la société.

M. Aouissat a également appelé à tirer parti de la révolution numérique pour développer les systèmes de transport et intégrer les technologies de pointe dans tous ses domaines, affirmant que le renforcement et le développement de ces systèmes nécessitent l’expansion des investissements, la diversification des partenariats et l’intégration de ces technologies.

Pour sa part, le Directeur de la planification et de la prospective au ministère des Transports, Abdelrahmane Araba, a mis en avant les principaux investissements réalisés dans le secteur des transports, notamment le renforcement et le renouvellement de la flotte aérienne de la compagnie nationale Air Algérie avec l’acquisition de 15 nouveaux avions, soulignant que "cet appel d’offres a été lancé et est en cours d’exécution" ainsi que l’extension des aéroports dans certains aéroports.

Il a rappelé l’installation de l’Agence nationale de l’aviation civile (ANAC) et l’ouverture de l’investissement pour le transport aérien des

voyageurs et marchandises, précisant que l’ANAC s’attèle à examiner les dossiers et à recevoir les investisseurs ayant exprimé la volonté d’investir.

En matière de transport maritime, de nouvelles stations ont été ouvertes et équipées pour assurer une bonne prise en charge aux voyageurs, notamment aux membres de la communauté nationale établie à l’étranger, avec la mise en exploitation d’une plateforme pour le traitement des conteneurs au niveau du port d’Oran et l’élargissement du port d’Arzew pour le rendre pionnier en la matière, et ce de par l’extension du quai d’accostage des grands navires (Arzew).

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud a af-

firmé que depuis la création du Haut-commissariat à la numérisation en septembre 2023, les efforts étaient focalisés sur trois jalons favorables à l’aboutissement de la transition numérique en Algérie, le premier consistant en l’élaboration de la stratégie nationale de la transition numérique. Le projet de la stratégie du secteur sera présenté lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres, a-t-elle ajouté.

Le deuxième jalon concerne la création du centre algérien des services numériques, dont les travaux de réalisation ont été lancés, ainsi que le méga-projet prévu à la réalisation dans la wilaya de Blida, lequel prévoit plusieurs projets, dont la création d’un portail électronique des services numériques, a-t-elle précisé.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 03 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		دج / كغ			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	75	87	63	البطاطا
	Tomate	82	94	70	الطماطم
	Oignon sec	79	88	71	البصل الجاف
	Ail sec	406	464	348	الثوم الجاف
	Ail vert	112	126	99	الثوم الأخضر
	Carotte	70	79	61	الجزر
	Navet	101	111	91	لفت
	Poivron	122	136	108	الفلفل الأخضر
	Piment	140	159	121	الفلفل الحار
	Courgette	87	97	76	الكوسة
	Haricot vert	213	235	191	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	129	143	115	الخس
Fruits frais	Pomme locale	457	583	331	التفاح المحلي
	Datte	556	680	432	التمر
	Melon	140	158	123	البطيخ الأصفر
	Pastèque	93	106	80	البطيخ الأحمر
	Banane	335	349	321	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1684	1821	1547	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	349	361	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	104	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

AVEC UN CHIFFRE D’AFFAIRES GLOBAL DE 500 MILLIARDS DE DINARS

L’industrie a créé plus de 3 millions de postes d’emploi

L’industrie en Algérie est sur une trajectoire de croissance et de transformation, soutenue par des efforts continus pour diversifier l’économie et renforcer les capacités de production locale.

Par Mourad A.

Le pays compte 174 000 entreprises (publiques et privées) et plus de 1 400 000 PME. Ces entreprises génèrent plus de 3 millions d’emploi, avec une densité de 30 entreprises pour 1000 habitants ce qui est élevé par rapport aux pays voisins. Les entreprises publiques emploient 94 000 travailleurs. Et en termes de performance économique, le secteur industriel contribue à hauteur de 7 % au PIB, une amélioration par rapport aux 3-3,5 % des années précédentes. Le chiffre d’affaires global du secteur s’élève à 500 milliards de dinars, a révélé Ali Aoun, ministre de l’Industrie et de la Production Pharmaceutique. S’exprimant sur le plateau d’Ennahar TV, lundi soir, Aoun a indiqué que L’Algérie a réussi à transformer certains secteurs clés, notamment en devenant exportatrice nette de ciment. Malgré des progrès significatifs, le pays cherche à améliorer sa balance commerciale dans des secteurs stratégiques comme la pharmacie. Cependant, le secteur public industriel fait face à des problèmes de gestion, avec une grande partie des entreprises publiques à l’arrêt, nécessitant des réformes pour améliorer leur efficacité et leur contribution économique. En 2023, L’Algérie est passée d’un statut de pays importateur à celui de pays ex-



porteur de ciment avec une capacité de production annuelle de 40 millions de tonnes dont 20 millions de tonnes sont destinées à l’exportation, générant 500 millions de dollars. Cependant, la capacité de production annuelle dans le secteur sidérurgique se situe entre 4 à 5 millions de tonnes, avec des exportations atteignant 1 milliards de dollars en 2023. Dans le secteur pharmaceutique, les exportations de médicaments ont atteint 6 millions de dollars en 2023, tandis que les importations dépassent 1 milliard de dollars. L’objectif est de réduire cette facture à moins de 1 milliard de dollars et d’aug-

menter les exportations à 30 millions de dollars dont 12 millions de dollars seront générées par les exportations d’insuline. Actuellement, la couverture du marché national en médicaments est de 72 %, avec un objectif d’atteindre 80 % fin 2024. Le pays dispose de 207 unités de production (publiques et privées), a détaillé le ministre lors de son intervention. Rappelant que depuis son installation, en mars 2023, à la tête du ministère de l’Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun vise à revitaliser plusieurs secteurs industriels clés en Algérie, incluant l’automobile, la sidérurgie, le textile et la transformation industrielle. Il prévoit d’améliorer la gestion des entreprises publiques et de mettre en place des contrats de performance pour optimiser leur fonctionnement, Sidal en l’occurrence a réussi à augmenter son chiffre d’affaire de 60 % grâce à ce dispositif. Cette approche multidimensionnelle est essentielle pour réduire la dépendance aux importations, stimuler la production locale, et créer un environnement propice aux investissements industriels en Algérie. Sous sa direction, il continue à se concentrer sur le développement de la production nationale de médicaments, la réduction de la dépendance aux importations et la promotion des investissements dans le secteur pharmaceutique.

ALLIANCE DES AGENCES DE PRESSE MÉDITERRANÉENNES (AMAN)

Tenue mercredi et jeudi de sa 32^e Assemblée générale en Italie

L’Alliance des agences de presse méditerranéennes (AMAN) tiendra, mercredi et jeudi à Palerme en Italie, sa 32^{ème} Assemblée générale en présence des représentants de 20 agences membres de l’Alliance dont l’agence Algérie Presse Service (APS). Les travaux de cette AG seront marqués par une conférence sur "L’énergie et le tourisme pour le développement durable en Méditerranée", prévue au siège de l’Assemblée régionale sicilienne, où des experts et des responsables locaux devront débattre des moyens les plus appropriés permettant de mettre l’énergie et le tourisme au service du développement durable dans le bassin méditerranéen. Les questions organiques relatives à l’AMAN sont également au programme de cette session qui devrait, en outre, arrêter la date et fixer le lieu de la prochaine Assemblée générale de l’Alliance. Une cérémonie de remise des prix du meilleur article et photo du concours AMAN de la saison 2023-2024 sera organisée à l’occasion. Créée en 1991, l’AMAN, une organisation internationale à but non lucratif réunit actuellement 20 agences de presse des pays du bassin méditerranéen dont l’Algérie, la Palestine, la Tunisie, l’Italie, la France, l’Espagne, Chypre, l’Egypte et la toute dernière adhérente la Slovaquie. Cet événement sera marqué également par une cérémonie de passation de la présidence tournante de l’AMAN par l’agence de presse tunisienne (TAP) à l’agence de presse italienne (ANSA).

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L’INVESTISSEMENT

«L’Algérie verra la réalisation de projets étrangers d’envergure»

Le directeur général (DG) de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Omar Rekkache, a indiqué, lundi à Alger, que de nombreux projets étrangers d’envergure seront réalisés en Algérie, notamment dans les secteurs de l’agriculture et du tourisme, eu égard au climat propice à l’investissement dont jouit le pays et aux facilitations accordées aux investisseurs. Invité au Forum du quotidien "El Moudjahid", en présence du membre de la Haute commission nationale des recours relatifs à l’investissement, Kamel Khelifache, M. Rekkache a souligné que l’AAPI "négocie actuellement avec plusieurs grandes entreprises étrangères pour la réalisation de leurs projets en Algérie dans différents secteurs, notamment agricole et touristique, ce qui traduit l’amélioration du climat d’investisse-

ment dont jouit le pays, ainsi que les facilitations et les avantages qu’il offre pour attirer ces investisseurs". Parmi ces projets, figure "un projet agricole du partenaire italien Bonifiche Ferraresi (BF), qui sera réalisé en partenariat avec le Fonds national d’investissement (FNI) pour la culture des céréales dans la wilaya de Timimoun sur une superficie totale de plus de 36.000 hectares, et d’une valeur de plus de 420 millions de dollars", selon le DG qui a affirmé que l’AAPI, étant chargée d’accorder les avantages liés à l’investissement, négociait actuellement avec cette société étrangère. Le projet, a-t-il poursuivi, prévoira, également, "la réalisation d’une usine d’industries manufacturières des pâtes, destinées à l’exportation". Pour ce qui est du secteur touristique, M. Rekkache a indiqué que l’AAPI négociait

actuellement avec un partenaire qatari qui avait présenté une demande d’investissement dans deux zones touristiques. Un mégaprojet d’investissement malaisien en métallurgie, sidérurgie et aluminium M. Rekkache a également évoqué le "mégaprojet" du groupe malaisien (Lion), qui va "investir dans le domaine de la métallurgie, la sidérurgie et l’aluminium, pour un montant global de huit (8) milliards de dollars, réparti sur quatre (4) phases. Le coût de la première phase d’investissement, relative à la domiciliation de l’investissement depuis la Malaisie, s’élève à 3.4 milliard de dollars". "Le dit projet sera réalisé dès qu’on parvient à un accord sur la superficie foncière demandée par le groupe", révèle le même responsable. Ce projet prometteur, confortera l’image positive de l’écosystème d’investissement en Algérie, a indi-

qué le DG de l’AAPI, soulignant l’impératif de sa réalisation eu égard aux emplois que ce projet créera. S’agissant des assiettes foncières destinées à la réalisation des projets d’investissement et dont la distribution est confiée à l’AAPI, M. Rekkache a précisé que l’Agence, proposera, dans les jours à venir, via sa plateforme numérique de l’investisseur, pas moins de 439 assiettes foncières, au profit des investisseurs, d’une superficie globale avoisinant les 300 hectares, à travers plusieurs wilayas. Concernant les assiettes foncières non aménagées, le responsable a déclaré: "en attendant l’accélération de l’opération d’aménagement de ces dernières, et la mise en place des agences chargées de l’aménagement, on proposera la possibilité de négocier avec le porteur de projet de se charger de l’aménagement de l’assiette".

TLEMCCEN

Réalisation de 20 transformateurs électriques pour renforcer le réseau durant la saison estivale

La société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tlemcen a réalisé 20 transformateurs électriques pour renforcer le réseau pendant la saison estivale, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de cette société.

"Afin d'assurer la qualité de service aux clients en énergie électrique, durant la saison estivale, 19 transformateurs électriques d'une capacité de 5.200 KV ampères ont été réalisés sur un réseau haute tension d'une longueur de 22,29 km et un réseau basse tension d'une longueur de 31,65 km, en plus d'un autre transformateur de type "SKID" à haï "Boujmil", dans la commune de Mansourah, comprenant trois départs, et ce à l'effet de renforcer le réseau électrique dans la wilaya", selon le document.

La même source a ajouté que l'entreprise, en coordination avec la Conservation des forêts de la wilaya, a établi un plan de prévention contre les incendies comprenant plusieurs travaux forestiers sur une superficie de 67,5 ha, à savoir l'élagage des arbres, l'ouverture et l'entretien de tranchées pare-feu sous les réseaux électriques de Nedroma, Aïn El Kebira, Aïn Fezza, ainsi que la forêt "Dzarifat" à Aïn Gheraba.

Le programme de permanence a été, en outre, renforcé, ainsi que toutes les équipes des services techniques d'électricité, au nombre de 8, de même que les petites équipes d'intervention au niveau de 12 agences commerciales, qui ont été mobilisées et renforcées en moyens matériels et humains pour assurer une intervention rapide et efficace en cas d'alerte, a-t-on conclu.

DJELFA

Des procédures et mesures mises en place pour lutter contre la désertification et en atténuer les effets

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a affirmé, lundi depuis la wilaya de Djelfa, que l'Etat avait mis en place des procédures et des mesures stratégiques, institutionnelles et réglementaires pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse dans notre pays.

Donnant le coup d'envoi d'une Journée d'information sur le phénomène de la désertification, organisée au siège de la wilaya à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), Mme Dahleb a souligné que "dans le cadre de la planification de la lutte contre les risques climatiques, un plan national de la sécheresse a été élaboré et adopté, outre le renforcement du système juridique par la loi relative à la lutte contre les risques majeurs".

La ministre a, en outre, indiqué que son département ministériel s'attelait, sans relâche, à la lutte contre les différents défis environnementaux auxquels fait face l'Algérie, à la lumière de la transformation écologique que connaît le monde, marquée par la problématique d'une demande de consommation croissante et de diminution des ressources naturelles", et ce, à travers "l'activation des politiques nationales environnementales qui reposent sur le développement durable et le nouveau modèle économique basé sur la richesse humaine, les compétences, et l'implication de la société civile et de toutes les catégories de la société".

Et d'ajouter que "l'Algérie a consacré d'importants investissements en vue de protéger l'environnement de tous les dépassements et violations, en mettant en place différentes mesures notamment en ce qui concerne son engagement de lutter contre les changements climatiques via son Plan national Climat 2020-2030 (PNC), étant un outil d'application de la politique nationale décennale visant à lutter contre le changement climatique et à développer une économie verte".

Et de préciser dans ce cadre que "l'Algérie jouit d'une expérience réussie en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, notamment le projet

du barrage vert, qui constitue la forte-ressource environnementale de l'Algérie", soulignant que l'initiative du Gouvernement algérien portant relance de ce projet majeur, en vue de son élargissement sur une superficie de 4,7 millions d'hectares dans les prochaines années, aura, selon-elle, une dimension environnementale et climatique d'une importance capitale sur le plan écologique, et constituera un moyen efficace de lutte contre le phénomène de désertification, outre la remise en état des sols, l'intensification du couvert végétal selon une nouvelle approche.

Pour Mme. Dahleb, le projet ne se limite pas uniquement au plan environnemental, mais aura également une dimension économique très importante, d'autant que le projet inclue, également, la plantation d'arbres fruitiers, soit une production végétale abondante, outre la production du bois à l'avenir, précisant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint de créer des start-up spécialisées dans le reboisement, l'irrigation et le suivi, selon des cadres technico-académiques et scientifiques.

A cet égard, la ministre a annoncé la mise en place de schémas locaux, en vue de permettre aux wilayas très vulnérables de s'adapter aux changements climatiques, parallèlement à l'organisation de campagnes de sensibilisation au profit de l'ensemble des acteurs, afin d'élever le niveau de conscientisation en termes de lutte contre la désertification, et mettre en avant l'importance du barrage vert.

D'autre part, la ministre a fait savoir que l'Algérie, a également procédé à la mise en valeur de terres sahariennes en les cultivant de différentes semences et plants agricoles, dont certains produits ont été exportés à l'étranger, outre l'affectation de centaines de milliers d'hectares au profit

d'investisseurs privés, à l'effet de leur mise en valeur et l'octroi d'autorisation de forage de puits.

La rencontre qui a vu la participation de cadres et de représentants d'organismes actifs dans le secteur, a été caractérisée par des interventions et des exposés sur le projet du barrage vert et ses dimensions environnementales, le phénomène de la désertification dans les zones step-piques, le changement climatique entre adaptation et atténuation, et les stations d'épuration des eaux.

A cet égard, le conservateur des forêts de la wilaya, Mohamed Doumi, a déclaré lors de son intervention que "sur la base des enseignements tirés et en tenant compte des besoins actuels de développement des régions arides et semi-arides, l'approche à adopter dans le cadre de la réhabilitation du barrage vert n'est pas seulement la plantation d'arbres, mais aussi un ensemble d'actions et de projets multisectoriels visant à préserver, protéger et valoriser les ressources naturelles en développant un système pastoral durable afin de faire du barrage vert une ressource importante dans l'économie nationale et locale".

A cette occasion, la ministre a participé à la session du conseil de wilaya sur l'enfance, où elle a répondu aux préoccupations sur la relation entre l'enfant et l'environnement, coïncidant avec la célébration de la Journée internationale de l'enfance.

Au terme de sa visite à Djelfa, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables a inspecté un projet pilote de tri sélectif à la cité universitaire des filles "Messitfa M'barka" avant de visiter une exposition et un projet privé d'aménagement d'une forêt récréative sur la route de Moudjebara dans la ville de Djelfa.

TÉBESSA

Plus de 180.000 qx de céréales collectés au Sud de la wilaya

Pas moins de 183.000 quintaux de différentes variétés de céréales ont été collectés dans la région Sud de la wilaya de Tébessa depuis le lancement de la campagne de moisson-battage de l'actuelle saison agricole 2023-2024, a indiqué lundi le directeur de wilaya des services agricoles, Mokhtar Merzoug. Depuis le mois d'avril passé, 183.000 quintaux de blés dur et tendre et d'orge ont été

collectés dans les deux communes de Negrine et Ferkane du Sud de la wilaya où la campagne de moisson a démarré précocement, a souligné M. Merzoug qui a précisé que plusieurs points de collecte ont été ouverts à cet effet en coordination avec la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS). L'opération se poursuit encore dans de bonnes conditions et connaît un taux d'avancement de plus de 50 %

et un grand engouement des agriculteurs, selon la même source qui a souligné que la campagne de moisson-battage commencera fin juin courant dans la partie Nord de la wilaya. Le directeur des services agricoles a ajouté que son secteur prévoit "une augmentation sensible de la production de cette saison excédant les 500.000 quintaux sur une aire irriguée de 37.000 hectares", rappelant que la récolte de

céréales de la précédente saison avait atteint près de 300.000 quintaux. Treize points de collecte de la CCLS répartis sur plusieurs communes et totalisant une capacité de stockage de plus 900.000 quintaux ont été mobilisés pour cette campagne en plus du point de stockage des Grands moulins d'El Aouinet dont la capacité atteint 1,25 millions quintaux, a ajouté le même responsable.

INONDATIONS SANS PRÉCÉDENT AU BRÉSIL

Un tournant pour les politiques climatiques

Selon les experts, ces inondations pourraient marquer un tournant décisif dans les politiques climatiques et les stratégies d'adaptation des Brésiliens.

Vitor Martinez, musicien et animateur de quartier de 25 ans, vit à Porto Alegre, la capitale du Rio Grande do Sul, l'État le plus méridional du Brésil. Le quartier de Martinez borde le lac Guaíba, autour duquel sont regroupées les principales attractions de Porto Alegre. Par une journée ensoleillée de la fin mars, où les températures atteignaient 27 degrés Celsius, les gens faisaient du vélo, couraient et se badaient le long de la promenade qui entoure le lac. Les clients affluaient dans un centre commercial situé au dernier étage d'un hôtel Hilton DoubleTree flambant neuf, au milieu du quartier. Plus de 23 000 personnes venues du monde entier étaient réunies à quelques kilomètres de là, dans un centre de conférence près du centre-ville historique, pour débattre de l'avenir de la technologie et des affaires en Amérique du Sud. Selon Martinez, cette version propre et prospère de Porto Alegre n'est plus qu'un lointain souvenir.

Vendredi dernier, après une semaine de pluies continues déversant des dizaines de centimètres d'eau sur le sud du Brésil, le lac Guaíba – en fait un fleuve qui recueillant les eaux de ruissellement de cinq autres affluents – est sorti de son lit et s'est déversé dans Porto Alegre. La crue a submergé de vastes secteurs de la ville, dont le centre-ville historique et l'aéroport, et a causé des dégâts indescriptibles dans le reste du Rio Grande do Sul. Quand est arrivé le jeudi suivant, dans 417 des 497 villes de l'État, les inondations et les glissements de terrain avaient déjà frappé 1,45 million de personnes. Près de 100 000 maisons avaient été endommagées ou détruites, 155 000 personnes se retrouvent déplacées ou sans abri, et le nombre de morts s'élève à 113, plus de 140 personnes étant toujours portées disparues. Le lac Guaíba commençait à peine à se retirer lorsque de nouvelles pluies ont commencé à tomber le vendredi d'après.

« La crise que nous traversons au niveau de l'état est sans précédent au Brésil », a déclaré jeudi soir Jonas Rubert, un autre habitant de Porto Alegre. « Les craintes quant à ce qui va se passer dans les prochains jours sont très vives ».

Martinez s'est réfugié dans son petit appartement avec sa mère et ses grands-parents contraints d'évacuer leurs maisons à mesure de l'avancée des eaux. L'appartement, situé sur un terrain surélevé, a été épargné par la pire des inondations. À Porto Alegre et dans d'autres parties de l'État, les personnes qui ont perdu leur maison à cause des inondations survivent avec des réserves de nourriture limitées et des ressources en eau potable qui s'amenuisent. « En raison de la hauteur des eaux, nous ne savons pas encore combien de personnes sont mortes », a déclaré Martinez.

Les inondations dans le Rio Grande do Sul s'annoncent comme l'une des pires catastrophes environnementales de l'histoire du Brésil. Jeudi, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a annoncé une enveloppe de 50 milliards de reais (près de 9 milliards d'euros), à déployer immédiatement, destinée à l'aide d'urgence et à la reconstruction du sud du Brésil, un investissement historique qui représente le « premier » volet d'aides, a-t-il déclaré.

De nombreux facteurs ont contribué à produire une catastrophe d'une telle ampleur.

Comme principaux responsables de l'intensité et de la rapidité des inondations, les experts désignent le changement climatique et El Niño, phénomène météorologique naturel qui modifie périodiquement les conditions océaniques et atmosphériques. Mais une série de décisions prises par les autorités locales, étatiques et fédérales du Brésil au cours de la dernière décennie ont également contribué à l'effet dévastateur des inondations concernant les communautés du Rio Grande do Sul, mis en place une aide humanitaire inadaptée face aux détresses actuelles dans cette région et restreint la capacité plus générale du Brésil quant à son adaptation à l'aggravation des effets du changement climatique.

Des experts ont déclaré à Grist que l'ampleur et le coût astronomique des inondations pourraient marquer un point d'inflexion dans la façon dont les Brésiliens envisagent les politiques environnementales et le changement climatique, en particulier l'adaptation au changement climatique, c'est-à-dire les mécanismes systémiques susceptibles de protéger le pays contre les impacts futurs. « Voilà qui va bousculer les mentalités des électeurs », a déclaré Carlos R. S. Milani, chercheur confirmé au Centre brésilien des relations internationales, un groupe de réflexion, et au Conseil brésilien du développement scientifique, une organisation gouvernementale. Reste à savoir si la catastrophe aura une incidence sur les décisions prises par les représentants élus.

Cette année, le Rio Grande do Sul a été le théâtre d'inondations importantes et récurrentes, ce qui est l'un des effets du changement climatique que les climatologues ont annoncé pour le Brésil et l'Amérique du Sud en général. Mais les inondations ne sont que l'un des phénomènes météorologiques extrêmes auquel les Brésiliens ont fait face au cours des 12 derniers mois. Fin 2023, les cours d'eau de la forêt amazonienne ont atteint des niveaux historiquement bas alors que les températures au Brésil atteignaient un record de 60°C [il s'agit de la température ressentie pour 42° degrés celsius effectif, NdT] – l'une des neuf vagues de chaleur qui ont frappé le pays l'année dernière. Une jeune femme de 23 ans est morte d'un arrêt cardiaque après avoir fait la queue pendant des heures pour assister à un concert de Taylor Swift alors que les températures atteignaient des records. En mars, Rio de Janeiro a enregistré un nouveau record de chaleur : plus de 62°C.

« Je n'ai aucun doute, le changement climatique y est pour quelque chose », a déclaré Raissa Ferreira, directrice de campagne pour Greenpeace Brésil, en faisant référence à ces récents événements. « L'effet des gaz à effet de serre est de plus en plus intense. »

Le phénomène El Niño qui s'est formé l'année dernière et qui se prolonge cette année a exacerbé, partout au Brésil, les graves dégâts climatiques, notamment la sécheresse en Amazonie et des précipitations accrues dans les régions méridionales du pays. Les scientifiques cherchent à savoir si l'intensité d'El Niño – qui pourrait être la plus forte depuis sept décennies – est également un symptôme de l'aggravation du changement climatique.

Les impacts climatiques des 12 derniers mois n'auraient pas dû prendre le gouvernement brésilien de court. En 2014, l'adminis-

tration de la présidente de l'époque, Dilma Rousseff, a commandité un document stratégique intitulé « Brésil 2040 : scénarios et alternatives pour l'adaptation au changement climatique. » Le rapport était prémonitoire, bien que beaucoup trop prudent : Bon nombre des effets climatiques qu'il prévoyait, notamment les inondations extrêmes, se sont produits avec plus de 15 ans d'avance. L'administration Rousseff, de centre-gauche, a fini par enterrer le rapport, et les gouvernements suivants n'ont pas repris le flambeau. En conséquence, le Brésil, sixième émetteur de gaz à effet de serre et puissance mondiale émergente, a une stratégie d'adaptation au climat purement symbolique. « Il est nécessaire de prendre des mesures d'adaptation au climat, a déclaré Ferreira, mais les signes d'une priorité politique en la matière sont extrêmement décevants au Brésil. »

Pendant ce temps, depuis des années, les partis politiques brésiliens s'évertuent à démanteler les mesures de protection environnementale, ignorer les données scientifiques avérées sur le climat et promouvoir les intérêts du secteur agro-industriel, en plein essor, au détriment des fragiles ressources naturelles du Brésil. Cette stratégie, farouchement combattue par la gauche et les communautés indigènes du pays, a bénéficié d'un soutien sans faille de la part de l'opinion publique.

Le Rio Grande do Sul, un État qui dépend fortement de la production agricole, en particulier du riz et du soja, a voté à deux reprises pour l'ancien président brésilien, fervent climato-sceptique, Jair Bolsonaro, avec une avance considérable. Le maire de Porto Alegre et le gouverneur du Rio Grande do Sul, tous deux des politiciens de droite, ont amputé le budgets des collectivités locales et de l'État des fonds destinés à l'environnement et à la protection civile.

Le maire de la ville, Sebastião Melo, n'a pas dépensé un seul centime en 2023 pour améliorer les systèmes anti-inondation de la ville, et a fait des coupes conséquentes dans les programmes municipaux de prévention des inondations en 2021 et 2022. Porto Alegre aurait pu planter des mangroves et des espèces végétales pour contribuer à absorber les eaux de crue, mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour les quartiers à risque et construire des murs et d'autres infrastructures pour empêcher l'eau du fleuve de pénétrer dans la ville. Aucune de ces précautions n'a été prise. Pendant ce temps, dans son budget de 2024, le gouverneur de Rio Grande do Sul, Eduardo Leite, a alloué moins de 50 000 réais – moins de 9 000 euros – à la préparation aux situations d'urgence, aux évacuations, à la reconstruction et à d'autres aspects de la protection civile.

« Le bruit court que le gouverneur a alloué 9 000 euros pour parer à l'éventualité d'une petite catastrophe, a déclaré Giordano Gio, cinéaste de 31 ans habitant Porto Alegre. C'est en quelque sorte le prix d'une Honda Civic. » Dans un sondage de cette semaine, 70 % des Brésiliens ont déclaré que des investissements dans les infrastructures auraient pu réduire les effets des récentes inondations.

Les inondations soulèvent un certain nombre de questions quant à l'avenir du Rio Grande do Sul et du Brésil en général. Avant les inondations, le gouvernement de Lula tentait de rééquilibrer le budget fédéral, de

réduire le déficit national et de favoriser la classe moyenne brésilienne. La crise pourrait venir contrecarrer ces efforts. Selon Mauricio Santoro, politologue et professeur à l'université d'État de Rio de Janeiro, les inondations « vont avoir un impact majeur sur l'inflation et les prix des denrées alimentaires au Brésil. C'est une très mauvaise nouvelle pour le gouvernement Lula à un moment où le président a déjà de nombreux défis à relever ». L'un de ces défis, qui est une priorité pour Lula, est de réduire la déforestation rapide de la forêt primaire amazonienne. Celle-ci, qui vise en grande partie à augmenter la superficie des terres arables à des fins de production agricole, est responsable de la moitié des émissions de carbone du Brésil.

Les fonds fédéraux qui déferlent sur le Rio Grande do Sul contribueront à la reconstruction de l'État, mais les experts interrogés par Grist et les gens sur le terrain à Porto Alegre s'interrogent sur la suite des événements dans une perspective de préparation au changement climatique. « Lula a été élu dans le cadre d'une grande coalition qui compte beaucoup de gens de droite », explique Gio, le réalisateur. Les partis de gauche ne contrôlent qu'un quart des sièges à la Chambre et au Sénat brésiliens, ce qui entrave les chances de Lula de faire passer une législation sur le changement climatique. « Il se passe beaucoup de choses sur le plan politique qui pourraient avoir une incidence sur une éventuelle politique climatique », a déclaré Gio.

D'autres catastrophes environnementales frapperont le Brésil dans les mois à venir. Les températures élevées de cette année devraient entraîner une sécheresse encore plus grave en Amazonie, par exemple, et les États qui entourent la forêt tropicale sont parmi les plus pauvres du pays. Le Rio Grande do Sul, l'un des États les plus riches du Brésil, se trouve en meilleure position que la plupart des autres régions du pays pour se remettre d'un événement de cette ampleur. « Si une telle catastrophe se produit dans une région riche du pays, que se passera-t-il si la prochaine fois, cela se produit dans une région très pauvre ? s'interroge Milani. « La capacité d'adaptation et de réaction est bien moindre. »

Cette question – que se passe-t-il maintenant ? – perdurera longtemps après la décrue des eaux. « En tant que scientifique politologue, mon intuition me dit que dans tout le pays, en raison des événements survenus dans le Rio Grande do Sul, le climat et l'environnement seront cette année, au cœur des débats dans de nombreuses élections municipales, a déclaré Santoro. Aujourd'hui, ce combat est plus politique qu'autre chose. »

À Porto Alegre, Martinez gère la soupe populaire locale et travaille avec ses compagnons leaders de la communauté pour mettre au point des systèmes permettant de gérer l'afflux d'aide humanitaire qu'ils reçoivent du monde entier. Pour lui, le fait de voir les membres de sa communauté s'entraider est une petite lueur d'espoir au milieu de l'horreur en cours. « Les autorités locales nous ont abandonnés, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons pas assister à la destruction de nos quartiers sans rien faire. »

Source : Truthout, GRIST, Zoya Teirstein
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

Les exportations de coton augmentent de 36,5% en 2023

L'Inde est le plus grand importateur de coton égyptien représentant 48,9% du total des exportations.

Les exportations totales de coton se sont élevées à 1,5 million de quintaux métriques au cours de la saison agricole 2022/2023 contre 1,1 million en 2022, soit une augmentation de 36,5 % alors que la production de coton a baissé à 2,5 millions de quintaux en 2023 contre 3,3 millions en 2022 soit une baisse de 24,5%.

Ces chiffres ont été révélés dans le bulletin annuel des statistiques du coton pour la saison agricole 2022/2023 publié dimanche 2 juin par l'Agence centrale de mobilisation publique et des statistiques (CAM-PAS).

L'Inde a été le plus grand importateur avec 715 mille quintaux soit 48,9 % des exportations alors que la quantité consacrée à la consommation locale a atteint 543 mille quintaux contre 1488 mille quintaux en 2022, soit une baisse de 63,5 % due à une augmentation des exportations. L'Egypte est réputée de tout temps pour la culture du coton de longue tige qui jouit d'une renommée mondiale. Mais la culture du coton n'est plus à son âge d'or. Alors que l'Egypte cultivait près de 2 millions de feddans de coton dans les années 80, ce chiffre a chuté à 250 milles feddans au cours des dernières années en faveur de cultures plus rentables comme le riz, le maïs et autres.

POUR LES DÉCENNIES À VENIR

Le Moyen-Orient affiche ses ambitions aériennes

De nouveaux aéroports géants sortent du sable, des compagnies aériennes passent des dizaines de milliards de dollars de commandes: déjà un acteur majeur du transport aérien, le Moyen-Orient affiche ses ambitions pour les décennies à venir.

Deux ans après Doha au Qatar, l'Association internationale du transport aérien (Iata) tient son assemblée générale 2024 à Dubaï (Emirats arabes unis), confirmant, si nécessaire, le statut stratégique des pays du Golfe pour ce secteur. Selon les projections dévoilées dimanche par l'Iata, le nombre de passagers aériens au Moyen-Orient va doubler dans les 20 ans à venir, passant à 530 millions en 2043, soit une croissance annuelle de 3,9%, supérieure de 0,1 point à la moyenne mondiale prévue. A l'échelle du globe, la croissance des volumes de passagers en avion devrait être surtout tirée par l'Asie. Les commandes d'avions parmi les plus spectaculaires de ces dernières années ont été le fait de compagnies indiennes et chinoises. Mais le Moyen-Orient, et particulièrement la péninsule arabique, n'ont pas été en reste, avec des dizaines d'appareils long-courrier pour Emirates mais aussi FlyDubai, Etihad, ainsi que des compagnies saoudiennes, soutenues par des Etats prospères grâce à la rente pétrolière. Emirates, emblématique du développement de Dubaï, fonctionne sur le modèle du "hub", plateforme de correspondance entre les continents grâce à ses gros porteurs à très long rayon d'action, notamment l'Airbus A380 dont elle est de loin le premier opérateur.

Le Golfe "est une région unique de par sa

géographie. En huit heures de vol, on peut atteindre 80% de la population mondiale", expliquait fin 2023 Stan Deal, alors patron de la division Avions commerciaux de Boeing.

Les compagnies de la région "sont très bien placées pour capter le trafic indien (...) il y a aussi beaucoup de voyageurs indonésiens" pour les pèlerinages en Arabie, remarque pour sa part Nina Lind, spécialiste de l'aérien chez McKinsey. En outre, la région connaît "une forte croissance économique et une population qui augmente vite", pointe-t-elle.

Dubaï double la mise

Emirates, Qatar Airways et consorts "ont l'avantage d'avoir consolidé leur image depuis deux décennies, et de s'être rapprochés de leurs clients asiatiques et indiens", constate Geoffrey Weston, chef de l'activité "compagnies aériennes" chez Bain & Company: "ils ont aussi commencé à s'intéresser à l'Afrique de l'Est, à l'Afrique du Sud, ils vont même jusqu'en Afrique de l'Ouest".

Selon Airbus, le trafic entre le Moyen-Orient et l'Asie devrait être multiplié par trois d'ici à 2042 et par 2,2 entre le Moyen-Orient et l'Europe.

Une manne que les Saoudiens voudraient à leur tour capter, avec le lancement prévu

en 2025 de Riyadh Air, qui a déjà commandé 39 long-courriers Boeing 787.

L'Arabie saoudite, qui vise à s'imposer comme une destination touristique, a lancé le projet d'un "hub" à Ryad pouvant accueillir 120 millions de passagers par an à l'horizon 2030.

Coïncidence, il s'agit de la même capacité que l'actuel aéroport de Dubaï. Mais l'émirat a déjà annoncé qu'il allait plus que doubler la mise, avec l'extension d'un aéroport situé en périphérie. Objectif: 150 millions de passagers par an possibles d'ici 10 ans, et 260 à terme.

Dans cette frénésie de projets, y aura-t-il de la place pour tout le monde, et la région ne risque-t-elle pas de se retrouver en surcapacité? L'Iata assure que non.

"Je ne pense pas que nous verrons des surcapacités dans cette région dans les 40 prochaines années", assure Kamil Alawadhi, vice-président de l'association, chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, pour qui les projets d'extension ou de construction d'aéroports sont "soigneusement préparés" avec les compagnies aériennes.

Les ambitions affichées des "hubs" extra-européens - il faut aussi citer le récent aéroport géant d'Istanbul, base de Turkish Airlines - inquiètent les compagnies du Vieux continent, qui craignent de perdre des parts de marché en particulier vers l'Asie.

TUNISIE

«L'investissement repose sur la confiance dans l'écosystème national»

«La réduction significative du nombre de projets d'infrastructure et de développement économique entrepris dans le pays au cours des dernières années nuit à la compétitivité du pays et limite les opportunités d'amélioration du bien-être des citoyens».

Cette problématique est cruciale car les grands projets sont des moteurs essentiels de croissance économique, de création d'emplois et de développement social, a affirmé Mohamed Amine Sdiri, ingénieur en génie civil, avec 12 ans d'expérience dans la planification et la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure en Europe et en Afrique.

Entre 1956 et 2010, la Tunisie a réalisé plusieurs grands projets, notamment : la construction de l'Aéroport international de Tunis-Carthage en 1972, le Stade olympique de Radès inauguré en 2001, le pont de Radès-La Goulette achevé en 2009, le développement de centrales électriques et le raccorde-

ment en eau potable à grande échelle et la construction de stations d'épuration pour améliorer la gestion des eaux usées, c'est ce que nous déclare Mohamed Amine Sdiri, ingénieur en génie civil.

Un cadre macroéconomique peu favorable

Il explique, cependant, que de nombreux projets peinent à voir le jour, tels que : le port d'Enfidha, planifié depuis 2007, la Cité sportive de Sfax, planifiée depuis 2008, les projets immobiliers Boukhater, planifiés depuis 2008, Sama Dubaï, programmé depuis 2007, le port financier de Tunis, planifié depuis 2008, l'extension de l'Aéroport international de Tunis-Carthage qui date depuis 2010, le fiasco de l'aéroport d'Enfidha, inauguré en 2009, où la concession initiale à TAV a rencontré des difficultés financières et opérationnelles, menant à son transfert à «Aéroports de Paris» (ADP). Sdiri développe que l'absence de

grands projets freine la modernisation des infrastructures, nuit à la compétitivité du pays et limite les opportunités d'amélioration du bien-être des citoyens.

Selon lui, les grands projets reflètent la santé de l'économie. Entre 1970 et 1980, la Tunisie a connu un taux de croissance moyen de 6%. Ce taux s'est replié à 4,5% entre 1981 et 1990, puis à 5% entre 1991 et 2010. Depuis 2011, la croissance a été particulièrement lente, oscillant entre 1 et 2% par an, selon les données de la Banque mondiale. Ce cadre macroéconomique n'est donc pas favorable au développement de grands projets structurants.

«Malgré les tentatives de simplification et les efforts juridiques, comme la loi transversale pour la promotion de l'investissement (2019), les procédures liées à l'investissement privé restent lourdes. Par exemple, la fonction d'investissement est fragmentée entre de nombreuses institutions (TIA, Fipa, API, Apia), créant des chevauche-

ments et une confusion pour les investisseurs. La réglementation des changes et d'autres obstacles bureaucratiques freinent également l'investissement.

Nous pouvons ajouter aussi le court terme des cycles politiques depuis 2011, qui ne permet pas la continuité des actions entreprises.

Les politiciens sont distraits par la pression des demandes urgentes, ce qui compromet la planification à long terme nécessaire pour les grands projets», assure Sdiri.

Et d'ajouter : «Les fonctionnaires ne sont pas incités à mettre en œuvre ces grands projets, car il n'y a pas de promotions ou de primes spéciales pour les meilleurs performants. Au contraire, ils risquent d'être punis à la moindre erreur, comme le stipule l'article 96 du code pénal. L'administration a, aussi, perdu ses ingénieurs brillants, diplômés des meilleures universités, qui préfèrent le secteur privé ou choisissent de partir à l'étranger».

SELON LE FMI

Le Niger enregistrera une croissance économique de 10,6% en 2024

Selon le FMI, la plupart des objectifs quantitatifs de fin juin 2023 à fin mars 2024 ont été atteints, malgré le contexte sociopolitique difficile qu'a connu le Niger, l'année dernière.

Le Niger devrait enregistrer une croissance économique de 10,6% en 2024 contre 2,4% estimée en 2023. C'est ce qu'a annoncé le Fonds monétaire international (FMI), à l'issue d'une mission de deux semaines à Niamey. Dans un communiqué publié le samedi 1er juin 2024, le Fonds attribue cette accélération économique à plusieurs facteurs clés notamment le début des exportations de pétrole, la levée des sanctions imposées après la prise du pouvoir par les militaires et une augmentation significative de la production agricole. Pays du Sahel principalement connu pour ses ressources en uranium, le Niger a annoncé une augmentation de sa production de pétrole brut. Elle passera de 20 000 à 110 000 barils par jour, selon les autorités nigériennes. Cette augmentation devrait fortement contribuer à l'essor économique du pays. Néanmoins, le FMI met en garde contre des risques potentiels qui



pourraient freiner cette croissance. Parmi eux, la situation sécuritaire volatile et les vulnérabilités aux chocs climatiques restent des préoccupations majeures. En plus des perspectives économiques, le FMI a salué les efforts du pays pour améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques.

L'institution encourage les autorités à poursuivre ces réformes, afin de renforcer la prestation des services publics. La mission du FMI s'est conclue par un accord de principe avec les autorités nigériennes. Il porte sur la quatrième et la cinquième revues du programme économique du Niger soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et sur la première revue du programme soutenu par la Facilité de résilience et de durabilité (FDR). Une fois approuvé par le conseil d'administration du Fonds, cet accord permettra à Niamey de recevoir plus de 71 millions \$. Antonio David, chef de mission du FMI, a félicité les autorités nigériennes pour les progrès significatifs réalisés dans la mise en œuvre des réformes liées à ces programmes. « La plupart des objectifs quantitatifs à fin juin, fin décembre 2023 et fin mars 2024 ont été atteints, malgré le contexte difficile qu'a connu le Niger, l'année dernière », a-t-il déclaré.

NIGERIA

Nigerian Breweries achète 80 % de Distell Nigeria

Au Nigéria, l'industrie des boissons alcoolisées est principalement dominée par la bière. À côté de ce segment, le marché des spiritueux est l'un des plus importants d'Afrique subsaharienne avec l'Afrique du Sud et le Ghana. Au Nigéria, l'entreprise brassicole Nigerian Breweries vient d'acquérir une participation de 80 % dans Distell Wines and Spirits Nigeria Limited (Distell Nigeria), filiale locale du brasseur néerlandais Heineken, pour un montant non révélé. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 2 juin sur le site de l'entreprise. Cette transaction devrait permettre au brasseur d'élargir son offre de produits au-delà de la bière pour y inclure des marques de vins, de spiritueux et de boissons alcoolisées aromatisées dont les marques phares de Distell tels que « Chamdor », « Hunters », « Nederburg », ou « Drostdy-Hof ». « L'acquisition s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour détenir un portefeuille multicatégories complémentaires de marques de vins et de spiritueux à croissance rapide et pour saisir des opportunités de croissance significatives dans le segment des vins et des spiritueux », explique Hans Essaadi, directeur général de la Nigerian Breweries. « Ces changements renforceront les capacités de production, de marketing et de distribution de l'entreprise tout en assurant une croissance durable et une création de valeur maximale pour toutes les parties prenantes », a déclaré pour sa part Steve Ighorimoto, directeur général de Distell Nigeria. Il convient de noter que Nigerian Breweries cherche à relancer la croissance de ses activités après avoir clôturé son exercice fiscal 2023 dans le rouge, déclarant une perte nette de 73 millions \$. Dans ce cadre, le brasseur avait déjà annoncé en avril dernier son intention de lever plus de 450 millions \$ via des émissions de droits.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La Banque centrale maintient un taux directeur élevé, malgré la baisse de l'inflation

En 2023, la Banque centrale de la RDC avait déjà augmenté trois fois successivement son principal taux directeur qui se situe désormais à 25%. Cette politique monétaire restrictive est saluée par le FMI. Il la juge « appropriée » dans le contexte actuel. En République démocratique du Congo (RDC), la Banque centrale a annoncé dans une décision rendue publique le vendredi 31 mai 2024, qu'elle garderait inchangés ses taux directeurs, malgré un recul du taux d'inflation. « Le comité a décidé de garder le taux directeur de la BCC inchangé à 25% et les

coefficients de réserve obligatoire pour les dépôts de francs congolais à 10% et 0% pour les dépôts à vue et à terme respectivement. De même, pour les dépôts en devises, les coefficients de la réserve obligatoire restent inchangés à 13% et 12% pour les dépôts à vue et à terme, respectivement », a indiqué le communiqué de la Banque centrale du Congo (BCC). Cette annonce intervient dans un contexte de recul du taux de l'inflation, qui s'est affiché à 5,9% en mai 2024 contre 7,6% à la même période en 2023. A l'époque, la BCC avait adopté une politique moné-

taire restrictive qui s'est traduite par trois augmentations successives de son taux directeur passant 8,25% en début d'année à un taux de 25% à la fin 2023. Bien que la tendance inflationniste semble s'apaiser, avec une inflation en dessous de la cible de 7% fixée à moyen terme, la BCC joue la prudence en indiquant qu'elle maintiendra une orientation restrictive de sa politique monétaire. Une orientation jugée « nécessaire » et soutenue par le Fonds monétaire international (FMI) qui accorde un prêt au pays dans le cadre d'une faci-

lité élargie de crédit (FEC) adossée à des réformes importantes. « Alors que la politique monétaire restrictive actuelle semble appropriée, les services du FMI ont salué la volonté de la Banque centrale de prendre des mesures supplémentaires, si nécessaire, et ont souligné que les efforts visant à poursuivre la constitution de réserves internationales tout en préservant le rôle du taux de change en tant qu'amortisseur restent essentiels pour renforcer la résilience extérieure », avait souligné, début mai, Calixte Ahokpossi, chef de mission du FMI pour la RDC, à

l'issue de consultations menées dans le pays du 25 avril au 8 mai 2024. Pour rappel, l'économie de la RDC a affiché une croissance de 8,4% en 2023, grâce au secteur minier mais également à une activité soutenue dans le secteur non extractif. D'après la BCC, les perspectives pour 2024 restent positives avec une projection de croissance tournant autour de 5%, « une amélioration de la balance des paiements et de la situation des finances publiques, et un ralentissement des pressions inflationnistes ».

MALI

Début des travaux d'une nouvelle centrale solaire de 100MW

Alors que le Mali rencontre des difficultés à répondre à la demande croissante d'électricité, les autorités s'allient avec les nouveaux partenaires que sont la Chine et la Russie pour développer le potentiel solaire du pays. Au Mali, la région de Safo a accueilli le 28 mai dernier la cérémonie de démarrage des travaux de

construction d'une centrale solaire de 100 MW crête en partenariat avec la Chine. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreux officiels, quelques jours après l'inauguration de la centrale de Sanankoroba, présentée comme la plus grande en Afrique de l'Ouest et construite en partenariat avec la Russie. La centrale de 100 MW

qui s'étendra sur 228 hectares, utilisera des panneaux photovoltaïques en silicium monocristallin et devrait être achevée dans 15 mois. Le financement est à moitié assuré par le budget national alors que le pays fait face à un faible niveau d'investissement dans le secteur électrique accompagné d'une hausse de la demande d'électricité liée

à l'évolution démographique. Dans ce contexte, il est devenu crucial pour les autorités d'augmenter la capacité de production d'électricité installée qui avoisinait les 700 MW en 2022. La tendance actuelle montre une volonté de miser sur les énergies renouvelables, en s'associant à des partenaires tels que la Chine et la Russie.

POINT BOURSE

La Bourse de Paris attendue en baisse

La Bourse de Paris est attendue en baisse à l'ouverture mardi, prudente à l'approche de la réunion de la Banque centrale européenne et tentant de jauger à combien de baisses de taux la BCE pourrait procéder en 2024.

Le contrat à terme du CAC 40 reculait de 0,23% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Lundi, l'indice a terminé stable (+0,06%), grappillant 5,15 points à 7.998,02 points. A New York, le Dow Jones a fini dans le rouge (-0,30%), tandis que Nasdaq et S&P

500 ont progressé respectivement de 0,56% et 0,11%. Mardi, le marché se tournera vers la publication en Allemagne des chiffres du chômage pour le mois de mai, puis vers un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis pour le mois d'avril (JOLTS). Le marché s'attend à ce que la BCE

abaisse de 0,25 point de pourcentage ses taux directeurs, compte tenu du ralentissement de l'inflation depuis un an, toujours au-dessus de l'objectif de 2%, et de la faible dynamique économique en zone euro La Bourse de Paris finit proche de l'équilibre et pourtant la Bourse de Paris a fini quasiment à l'équilibre (+0,06%) lundi, les investisseurs hésitant à l'orée d'une semaine qui devrait voir la Banque centrale européenne (BCE) abaisser ses taux pour la première fois depuis le début de son cycle de resserrement monétaire. L'indice vedette CAC 40 a avancé de 5,15 points, à 7.998,02 points. Vendredi, l'indice avait terminé en légère hausse de

0,18% mais affichait une nette baisse de 1,26% sur la semaine. Les observateurs s'attendent à ce que la BCE y abaisse de 0,25 point de pourcentage ses taux directeurs, compte tenu du ralentissement de l'inflation depuis un an, toujours au-dessus de l'objectif de 2%, et de la faible dynamique économique en zone euro. Cependant, cette première baisse est tellement acquise pour les marchés que les investisseurs seront plutôt attentifs aux indices sur les prochaines étapes. Le rendement des obligations de l'Etat français à échéance 10 ans s'est établi lundi à 3,05%, en légère baisse par rapport à la valeur de clôture de vendredi.

CHINE

Les Bourses en baisse à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert en repli mardi, dans le sillage d'une clôture mitigée à Wall Street après un indicateur d'activité jugé décevant. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 0,37% à 18.335,45 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédaient 0,23% à 3.071,32 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,30% à 1.713,97 points

AVANT UN INDICATEUR D'EMPLOI US

L'Europe recule avec l'Asie

Les principales Bourses européennes sont en baisse mardi en matinée dans le sillage de la plupart des places en Asie où les investisseurs ont opté pour des prises de bénéfice après les récents gains dans l'attente de nouveaux indicateurs de conjoncture aux Etats-Unis. À Paris, le CAC 40 perd 0,62% à 7.948,49 points vers 07h30 GMT. A Londres, le FTSE 100 abandonne 0,35% et à Francfort, le Dax cède 0,43%. L'indice EuroStoxx 50 recule de 0,62%, le FTSEurofirst 300 de 0,37% et le Stoxx 600 de 0,45%. Le principal indice paneuropéen est affecté par un nouveau repli du pétrole à la suite des annonces dimanche de l'Opep+, le secteur de l'énergie chu-

tant de 2,04%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse 0,17% pour le Dow Jones, de 0,25% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,36% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en ordre dispersé, marquée par des données décevantes du l'activité manufacturière aux Etats-Unis en mai. Pour la séance du jour, les investisseurs attendent de nouvelles données de conjoncture comme le rapport Jolts sur les offres d'emplois aux Etats-Unis ainsi que le taux de chômage en Allemagne. Le marché du travail américain est surveillé avant la publication vendredi du rapport mensuel officiel sur l'emploi aux Etats-Unis. "Nous nous attendons à un léger ralentissement de la demande de main-d'œuvre

sur le marché américain", anticipe Raisah Rasid, stratège du marché chez JPMorgan Asset Management, ajoutant que cela pourrait renforcer l'espoir d'une baisse des taux de la Fed en septembre. Sur le marché obligataire, le rendement des Treasuries à dix ans est pratiquement stable, à 4,3904%, et celui du Bund allemand de même échéance s'affiche en repli de près de quatre points de base, à 2,547%, alors que la BCE devrait baisser jeudi ses taux directeurs de 25 points de base. En Asie-Pacifique, l'indice japonais Nikkei a fini en baisse de 0,22% à 38.837,46 points, tandis que l'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) perdait 0,4%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Juin 2024 Valeur : 05 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4847	134.4997
1	EUR	EURO		145.7680	145.8515
1	GBP	POUND STERLING		171.0131	171.0539
100	JPY	JAPANESE YEN		85.5882	85.6141
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5591	18.5614
1	CHF	SWISS FRANC		148.9970	149.0962
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4947	98.5129
1	DKK	DANISH KRONE		19.5444	19.5482
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7924	12.7958
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8159	12.8191
1	AED	UAE DIRHAM		36.6084	36.6225
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8530	35.8628
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.2036	438.8245
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0005	43.4327
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5120	13.5135
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4739	27.6146
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5409	3.5413
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9971	177.9971

ETATS UNIS

Wall Street termine sans direction

La Bourse de New York a terminé sans direction claire lundi, indisposée initialement par des indicateurs d'activité jugés décevants avant de se reprendre en fin de séance, tandis que les taux obligataires fléchissaient. Le Dow Jones a fini dans le rouge (-0,30%), tandis que Nasdaq et S&P 500

ont progressé respectivement de 0,56% et 0,11%. La séance avait commencé sous de bons auspices, à la faveur du calendrier, le premier jour d'un mois incitant souvent les investisseurs à reprendre des positions. Mais la température a chuté avec la publication de l'indice ISM, qui a mis en évi-

dence un nouveau coup de frein de l'activité manufacturière aux Etats-Unis, à 48,7% en mai contre 49,2% en avril, sensiblement en-deçà des 49,6% attendus par les économistes. Les opérateurs ont aussi relevé que l'indice des prix payés, inclus dans le rapport, était retombé de 60,9% à 57%.

Ces données ont bousculé le marché obligataire, et le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est descendu jusqu'à 4,39%, au plus bas depuis deux semaines, contre 4,49% vendredi en clôture. Pour autant, les actions font mieux que résister et restent proche des niveaux records atteints ces dernières semaines.

Un bug à Wall street a fait chuter la fortune de warren Buffett de 99%

Le New York Stock Exchange a invoqué un incident technique qui a notamment conduit l'un des types d'actions de la société d'investissement de Warren Buffett à afficher brièvement une baisse de... 99,97%. Une chute de près de 100% de l'action Berkshire Hathaway, la société d'investissement de Warren Buffett... C'est ce qu'ont pu observer de nombreux investisseurs ce lundi sur un type d'ac-

tion de l'entreprise (la classe A). Evidemment, il ne s'agissait pas d'un véritable krach boursier, et la fortune de "l'oracle d'Omaha" n'a pas véritablement disparu à 99% (Buffett détient environ 16,5% du capital de Berkshire Hathaway selon Morningstar et est le neuvième homme le plus riche au monde avec 137 milliards de dollars) en l'espace de quelques minutes. D'ailleurs, les autres actions Berkshire Hatha-

way ont connu au même moment des évolutions beaucoup plus "ordinaires" que celles de la classe A. Tout cela a été dû à un couac temporaire. Selon plusieurs médias américains, le New York Stock Exchange a indiqué dans la matinée de lundi (l'après-midi en Europe) que des impairs techniques avaient affecté les échanges de plusieurs titres, dont la cotation a été interrom-

pue brièvement. Des questions d'erreurs sur des seuils techniques de volatilité auraient, a priori, causé les perturbations en question. A la fin de la matinée, soit entre 17h et 18h, l'ordre était toutefois revenu à Wall Street, selon CNBC. L'action Berkshire Hathaway de classe A s'échangeait ainsi en hausse de 0,6% à 631.300 dollars peu après la clôture européenne. Elle était, lors du couac,

tombée à... 185,10 dollars (-99,97%), d'après MarketWatch.

Dans la foulée, la fortune de Warren Buffett dans le classement Forbes (qui se met automatiquement à jour en fonction du cours de l'action de classe A) s'est "effondrée" virtuellement de 99,16% pour s'élever à seulement 1,2 milliard de dollars. Elle est depuis remontée à 136,9 milliards de dollars.

CORÉE DU SUD

Seoul promet des milliards de dollars d'aide et d'investissements à l'Afrique

Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol double l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique pour atteindre 10 milliards de dollars d'ici à 2030

Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a annoncé mardi plusieurs milliards de dollars d'aide et de soutien à l'investissement pour l'Afrique, au moment où la Corée du Sud cherche à renforcer ses relations commerciales avec le continent. Séoul accueille cette semaine des délégations de 48 pays africains pour un important sommet grâce auquel Séoul souhaite conclure des accords allant de l'approvisionnement en minerais critiques aux projets d'infrastructures. A l'ouverture du sommet, M. Yoon s'est engagé à ce que la Corée du Sud double son aide publique au développement en faveur de l'Afrique pour atteindre 10 milliards de dollars d'ici à 2030, et à fournir 14 milliards de dollars de financements à l'exportation pour aider les entreprises coréennes à développer leurs échanges commerciaux et leurs investissements sur le continent. "Nous contribuerons également activement aux efforts d'intégration économique régionale de l'Afrique par le biais de la Zone de

libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF), qui a été lancée en 2019", a déclaré M. Yoon. La ZLECAF, est un accord de libre-échange rassemblant 54 pays, visant à harmoniser les tarifs douaniers sur tout le continent et qui entre progressivement en vigueur avec l'espoir de stimuler doper le commerce intra-africain.

Financer des infrastructures

M. Yoon s'est également engagé à "accélérer la conclusion d'accords" sur de nombreux autres partenariats commerciaux. La Corée du Sud est désireuse d'étendre sa coopération en matière d'infrastructures et d'énergie avec les pays africains mais veut aussi contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, a indiqué M. Yoon. Il a cité notamment des projets tels que la centrale géothermique d'Olkaria au Kenya et la construction du système de stockage d'énergie par batterie en Afrique du Sud. M.

Yoon avait indiqué plus tôt à l'AFP qu'il existait "une myriade de projets viables pour lesquels la Corée et l'Afrique peuvent collaborer dans tout le secteur des infrastructures". Cela pourrait inclure "la construction de routes, de chemins de fer, d'aéroports et de ports, des systèmes de villes intelligentes, y compris des transports intelligents, et l'établissement de plans directeurs", avait-il ajouté. La Corée veut aussi collaborer avec le continent africain pour avoir accès à ses abondantes ressources minérales de l'Afrique, comme le cobalt ou le platine, importantes pour des secteurs technologiques allant de la fabrication de véhicules électriques à l'industrie de la défense. Avec son secteur des semi-conducteurs de pointe, la Corée du Sud "est une puissance manufacturière de haute technologie, mais dépend fortement des importations pour plus de 95% de ses besoins en minéraux bruts", avait indiqué M. Yoon à l'AFP dans des déclarations écrites fournies par la présidence.

CORÉE DU SUD

Feu vert pour des forages dans une réserve potentielle de pétrole et gaz

Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a donné son feu vert lundi pour des forages d'exploration d'une éventuelle réserve de pétrole et de gaz qui, selon lui, pourraient contenir jusqu'à 14 milliards de barils de ces matières premières. Les forages débiteront plus tard cette année en mer de l'Est, également connue sous le nom de mer du Japon, au large de la côte de Pohang. Les résultats sont attendus début 2025 et les réserves pourraient représenter jusqu'à 1,65 bil-

lion de dollars, a déclaré le ministre de l'Industrie Ahn Duk-geun. La Corée du Sud est un important importateur d'énergie, et les réserves suffiraient à couvrir ses besoins en pétrole pendant quatre ans et en gaz pendant 29 ans, a déclaré M. Yoon dans un point de presse. Le pays cherche des champs pétrolifères et gaziers sous-marins et a découvert l'équivalent de 45 millions de barils de gaz à la fin des années 1990. "En tant que réserves en eaux profondes, cela peut être considéré comme une ressource d'ex-

ploration plus importante que les 11 milliards de barils de la réserve de Guyana en Amérique du Sud, considérée comme le plus grand projet de développement pétrolier de ce siècle", a déclaré M. Yoon. "Il est temps de passer à l'étape de forage exploratoire pour vérifier si le pétrole et le gaz existent réellement et quelle est l'ampleur des réserves", a-t-il ajouté. Le gouvernement estime que les trois quarts des réserves sont du gaz et un quart du pétrole.

TURQUIE

Nouveau pic de l'inflation sur douze mois en mai à 75,45%

L'inflation a atteint 75,45% sur un an en mai en Turquie, contre 69,8% le mois précédent, selon les données officielles publiées lundi. Les prix à la consommation ont grimpé de 3,7% sur un mois, a annoncé l'Office national des statistiques (Tüik), confirmant les prévisions à la hausse de la Banque cen-

trale. Le gouverneur de la Banque centrale turque Fatih Karahan a promis début mai que l'inflation commencerait à baisser en juin après un ultime pic en mai. Il avait également revu légèrement en hausse sa prévision pour la fin de l'année, à 38%. Selon le groupe d'économistes indépendants Enag, le taux réel de l'infla-

tion sur douze mois atteignait 120,66% en mai, en hausse de 5,66% sur le mois. Par contre l'envolée des prix à la consommation, rendue largement responsable de la défaite électorale du parti AKP au pouvoir, fin mars aux municipales, le ministre de l'Economie Mehmet Simsek a lancé le mois

dernier un plan de rigueur sur trois ans. "Notre priorité est de combattre la cherté de la vie. Une faible inflation à un chiffre est indispensable pour une croissance durable", avait-il déclaré en énumérant de nombreuses restrictions de budget "pour l'ensemble du service public". Certaines doivent être soumises au Parlement.

IATA

Près de cinq milliards de voyageurs aériens prévus dans le monde en 2024

Les compagnies aériennes s'attendent à transporter près de cinq milliards de passagers dans le monde cette année, dépassant largement le record de 2019, avant la pandémie de Covid-19, a annoncé lundi leur principale organisation. L'Association internationale du transport aérien (Iata), réunie en assemblée générale à Dubaï (Emirats arabes unis), prévoit en outre que les compagnies dégageront en 2024 un bénéfice net mondial de 30,5 milliards de dollars

sur un chiffre d'affaires sans précédent de 996 milliards de dollars. Ces résultats espérés représentent "un énorme succès étant donné les récentes graves pertes dues à la pandémie", a remarqué le directeur général de l'Iata, Willie Walsh, face aux délégués de son organisation fédérant 320 compagnies aériennes représentant 83% du trafic mondial. Les 4,96 milliards de passagers prévus cette année battraient largement le record de 4,54 milliards datant de 2019. L'association prévoyait jusqu'ici 4,7 mil-

liards de voyageurs aériens en 2024. La crise sanitaire avait fait plonger le secteur aérien dans des pertes abyssales. L'Iata les a évaluées à 183 milliards de dollars entre 2020 et 2022. Les 30,5 milliards de dollars de bénéfices visés cette année marquent une hausse par rapport aux 25,7 milliards jusqu'ici projetés par l'Iata. Celle-ci estime qu'en 2023 les compagnies aériennes ont engrangé 27,4 milliards de dollars, contre 23,3 milliards mentionnés dans ses précédentes projections, en décembre dernier.

CRYPTOMONNAIES Le cap des 500 millions de personnes possédant des Cryptomonnaies a été passé

Les pays qui comptent le plus de détenteurs de cryptomonnaies (en proportion de la population) sont les Émirats arabes unis, Singapour et la Turquie. 562 millions. C'est le nombre de personnes dans le monde qui possèdent des cryptomonnaies en 2024. Un chiffre qui représente 6,8% de la population mondiale. Selon un rapport de Triple A, s'intitulant "L'état de la propriété mondiale des cryptomonnaies en 2024" et publié le 24 mai dernier, le nombre de détenteurs a augmenté de 33% par rapport à 2023 (420 millions de personnes détenaient des cryptomonnaies l'année dernière). Dans le détail, c'est l'Asie qui accueille le plus de "cryptocurrency owners" en 2024 avec 326,8 millions de détenteurs, un chiffre en augmentation de 21,8% par rapport à l'année dernière (268,2 millions en 2023), suivi de l'Amérique du Nord (72,2 millions de détenteurs de cryptos) et de l'Amérique du Sud (55,2 millions de détenteurs). En Europe, 49,2 millions de personnes possèdent des cryptomonnaies en 2024, un chiffre en augmentation de 60% par rapport à 2023. Les pays qui comptent le plus de détenteurs de cryptomonnaies (en proportion de la population) sont les Émirats arabes unis (25,3% de la population), Singapour (24,4% de la population) et la Turquie (19,3%). Du côté de l'Europe, c'est la Suisse qui fait la course en tête (avec 11,5% de la population qui détient des cryptos). Le rapport ne mentionne toutefois pas la France (qui compte, selon une autre étude réalisée par l'Adan, 12% de détenteurs de cryptos). À noter également la forte proportion, dans le rapport de Triple A, de détenteurs de cryptomonnaies dans des pays marqués par l'inflation comme l'Argentine (18,9%).

GEELY

Le firme rejoint officiellement Horse



Créée en juillet dernier, la filiale du constructeur français dédiée aux moteurs thermiques a obtenu les autorisations administratives nécessaires pour s'appuyer sur le chinois Geely qui aura 50 % des parts. Nissan et Mitsubishi n'entrent pas dans le capital, mais seront clients de cette nouvelle entreprise.

Horse Renault Geely

En s'alliant avec Geely pour créer Horse, Renault va continuer à développer des solutions thermiques et hybrides dans des conditions très compétitives. ©Horse Geely est désormais coactionnaire de Horse. Le chinois a obtenu les autorisations nécessaires pour détenir 50 % du capital de l'entité dédiée aux moteurs thermiques créée par Renault en juillet 2023. Geely est l'un des principaux constructeurs automobiles chinois, il contrôle Volvo, Link&Co, et est actionnaire à hauteur de 10 % de Mercedes.

Après avoir sollicité divers partenaires, Horse Powertrain Limited sera finalement une coentreprise à 50/50 avec le groupe chinois Geely. Elle siègera à Londres et sera dirigée par Matias Giannini, ancien du groupe Continental.

"Horse Powertrain Limited va concevoir, développer, produire et vendre toutes les solutions et systèmes pour les moteurs, les transmissions, les systèmes hybrides et les batteries, dotés des dernières technologies de pointe", peut-on lire dans le communiqué de presse publié par Renault.

"Ce partenariat avec une entreprise de premier plan comme Geely va nous permettre de créer un nouvel acteur doté des capacités, du savoir-faire et des connaissances nécessaires pour développer des technologies en matière de motorisations thermiques à très faibles émissions et d'hybrides très économes, essentielles pour l'avenir. À travers Horse Powertrain Limited, Renault Group pourra atteindre un leadership et une envergure mondiale dans un secteur représentant plus de 80 % de ses ventes", a réagi Luca de Meo, cité dans le communiqué de presse.

S'imposer leader des moteurs thermiques

Horse doit permettre à Renault de rester positionné sur la technologie des moteurs thermiques tout en partageant les frais de développement. Il est le pendant d'Amper, une autre entité de Renault dédiée aux véhicules électriques et dans laquelle Nissan a pris une participation, mais qui a échoué son introduction en Bourse. Horse compte environ 19 000 salariés répartis sur 17 sites de production et cinq centres de recherche, pour 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel prévisionnel. Renault et Geely lui ont transmis la propriété intellectuelle de leurs moteurs.

MASERATI REÇOIT LE CŒUR D'UNE ATHLÈTE

La GranTurismo fait un saut vers l'avenir électrique

La Maserati GranTurismo est l'une des dernières créations à personnifier la vieille tradition italienne des coupés de grand tourisme, une espèce esthète en voie de disparition. Pour marquer la passation des pouvoirs, la légendaire marque italienne dote le modèle des outils pour assurer sa pérennité.

Tablant sur un empattement approchant les 3 m de long et une longueur totale frisant les 5 m, l'œuvre se veut plutôt imposante tout en conservant des dimensions semblables à celles de sa devancière. Ses proportions semblent toutefois mieux maîtrisées, préférant un faciès inspiré de la MC20 – la supervoiture de la famille – avec ses minces phares verticaux qui cascaden sur de larges ailes. Cette GranTurismo Trofeo de deuxième génération embarque un V6 Nettuno biturbo de 3 L.

Le V8 s'en va

Les parallèles avec la MC20 ne s'arrêtent cependant pas à cet unique fait stylistique. Cette GranTurismo de deuxième génération embarque le même V6 Nettuno biturbo de 3 L dont est dotée l'athlète. Certes, la puissance de ce cœur est revue à la baisse pour le coupé, se situant à 483 ch ou 542 ch si on opte respectivement pour la version Modena ou Trofeo. Le 0-100 km/h se situe à 3,9 s ou 3,5 s pour ces deux livrées, une amélioration considérable par rapport au V8 grâce entre autres à la motricité conférée par le rouage intégral de série.



La variante électrique Maserati GranTurismo Folgore 2024 : Électrifiante

Cela dit, la très attendue variante électrique nommée Folgore fait voler ces chronos en éclat. Embarquant trois moteurs électriques – un en avant et deux arrière – produisant chacun 300 kW, cette version électrique a plus de 1200 ch en réserve. La puissance accessible est néanmoins limitée à 751 ch, ce qui assure des accélérations dignes de supervoitures : le sprint 0-100 km/h s'abat en 2,7 s malgré ses

500 kg de plus. Elle bénéficie d'une architecture électrique de 800 V pour assurer une recharge de la batterie de 92,5 kWh pouvant atteindre les 270 kW. L'autonomie est inconnue pour le moment.

Pour assurer confort et comportement routier sportif, la GranTurismo s'appuie sur des ressorts pneumatiques ajustables et des amortisseurs adaptatifs. Le coupé arrivera avec ses moteurs thermiques au Canada lors de la première moitié de 2024. La version électrique sera proposée dès la seconde moitié de l'année.

TOYOTA ET QUATRE AUTRES FABRICANTS

Epinglés par un scandale de tests frauduleux au Japon

Toyota et quatre autres fabricants nippons d'automobiles ou de deux-roues (Honda, Suzuki, Mazda et Yamaha) ont fraudé sur des tests de certification de certains de leurs modèles au Japon, a annoncé lundi le ministère nippon des Transports.

Cette affaire rappelle celle qui a déjà secoué depuis fin 2023 le fabricant de mini-véhicules Daihatsu, filiale de Toyota. Daihatsu avait été obligé de suspendre toute sa production au Japon, et n'a pu la reprendre totalement qu'à partir du mois dernier.

À la suite de ce scandale, le ministère des Transports avait demandé en janvier à 85 autres entreprises du secteur automobile présentes au Japon de vérifier si leurs pratiques de certification étaient bien conformes aux normes nationales, et a déclaré que cinq d'entre elles avaient signalé des cas de fraudes.

Le ministère des Transports a ordonné à ces cinq fabricants de suspendre les livraisons de leurs



modèles concernés tant que ses services n'auront pas vérifié la remise en conformité de leurs tests de certification, après avoir inspecté leurs sites de production. Après l'affaire Daihatsu "il est extrêmement regrettable que d'autres actes répréhensibles aient été découverts, car les actions frauduleuses liées aux demandes de certification de

modèles sapent la confiance des utilisateurs et ébranlent le fondement même du système de certification des véhicules", a commenté le ministère dans un communiqué. Sur la base des résultats préliminaires de son enquête interne, Toyota a constaté que sept de ses modèles, dont quatre ne sont plus produits au Japon, "ont

été testés en employant des méthodes différentes des normes gouvernementales", a déclaré lundi le géant automobile dans un communiqué séparé.

Les demandes de certification pour ces modèles comportaient des "données inadéquates" dans les tests de protection des piétons et des occupants des véhicules, ou des "erreurs" dans les tests de collision, a précisé le groupe, qui n'a pas utilisé le mot "fraude" comme le ministère. "Il n'y a pas de problèmes de performance contrevenant aux lois et règlements. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'arrêter d'utiliser les véhicules concernés", a encore ajouté Toyota.

Le groupe s'est toutefois conformé à l'injonction du ministère en suspendant les ventes et livraisons au Japon de ses trois modèles concernés et toujours produits dans le pays à l'heure actuelle : son break Corolla Fielder, la berline Corolla Axio ainsi que son SUV compact Yaris Cross.

HUAWEI

Un ultraportable qui pourrait faire de l'ombre au MacBook Air

Le Chinois Huawei vient de présenter sa nouvelle gamme de produits. Au programme, des montres connectées avec la Watch Fit 3 et la Watch 4 Pro Space Edition en titane, un puissant PC portable et une tablette dédiée aux arts graphiques.

C'est à Dubaï que Huawei a dévoilé ses nouvelles gammes de produits. Le constructeur chinois a présenté deux nouvelles montres connectées avec une Watch Fit 3 à porter au quotidien et particulièrement douée pour accompagner les pratiques sportives. Très fine et légère, la montre dispose d'un cadran rectangulaire métallique qui fait fortement penser à celui de l'Apple Watch. Elle est dotée d'une couronne rotative qui permet de naviguer parmi les applications sur son écran tactile de 1,82 pouce et de sélectionner une activité. Bardée de capteurs, elle suit les constantes physiologiques avec précision et intègre plus de 660 modes d'entraînement. Son autonomie est de 10 jours, ce qui est exceptionnel. À ces atouts séduisants s'ajoute un prix plutôt abordable puisqu'elle est disponible à partir de 159,99 euros. Jusqu'au 7 juillet, des écouteurs FreeBuds SE 2 sont offerts pour son achat. Au niveau haut de gamme, la Watch 4 Pro revient en version Space Edition. Elle est constituée de titane de qualité aérospatiale et d'une

lunette en céramique nanocristalline rouge et noire, et disponible au prix de 649,99 euros.

Un concurrent sérieux du MacBook Air

En plus des montres, la marque a dévoilé un ordinateur portable qu'elle aime comparer au Macbook Air. Le MateBook X Pro doté d'un écran Oled tactile de 14,2 pouces est effectivement taillé pour cette comparaison. Il est puissant, ultraléger (980 grammes) et fin (13,5 mm d'épaisseur). Côté machinerie, on trouve le puissant Core Ultra 9 d'Intel. Il est accompagné de 16 ou 32 Go de mémoire vive et de 1 ou 2 To de stockage en SSD. Son prix est de 1 999 euros.

Huawei a aussi présenté une mise à jour de son MateBook 14. Il est aussi équipé d'un écran Oled tactile de 14 pouces et de la dernière génération de processeurs Intel Core Ultra (1 099 euros). La dernière génération d'Intel sera peut-être effectivement également la dernière pour la marque, puisque les États-Unis viennent tout juste de révoquer les li-



cences d'exportation d'Intel pour Huawei.

Enfin, la marque vient de dévoiler une tablette visiblement dédiée aux arts graphiques avec la MatePad 11,5 S. C'est la première à intégrer un écran Paper-

Matte de nouvelle génération, sans reflet. La marque a intégré une application de dessin maison avec GoPaint. Elle est livrée avec un stylet M-Pencil de censé offrir une sensation d'écriture et de dessin proche du papier.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Geoffrey Hinton prévient qu'elle va bientôt dépasser celle des humains !

L'un des pionniers de l'intelligence artificielle a tiré la sonnette d'alarme lors d'une interview sur la BBC. Pour lui, l'IA dépassera l'intelligence humaine et représente une véritable menace existentielle. Geoffrey Hinton est considéré un des pères fondateurs de l'intelligence artificielle, avec Yann LeCun, vice-Président et Chief AI Scientist chez Meta, et Yoshua Bengio de l'université de Montréal. Les trois hommes ont reçu le prix Turing en 2018 pour leurs

travaux sur l'apprentissage profond. Mais Geoffrey Hinton n'a plus confiance en l'IA. Il y a un an, il quittait son poste chez Google et a publiquement déclaré regretter son travail dans ce domaine. Il s'est de nouveau exprimé sur le sujet dans une interview avec la BBC, affirmant notamment qu'il était inévitable que l'IA dépasse l'intelligence humaine, et qu'il existe un consensus là-dessus parmi les experts du domaine. Curieusement, il contredit l'idée

généralement acceptée que l'IA est un outil statistique et qu'elle ne comprend pas les données qu'elle traite, expliquant que les grands modèles de langage ont été développés en tant que théorie sur la manière dont le cerveau comprend le langage.

Des robots tueurs et des IA hors de contrôle ?

Pour Geoffrey Hinton, l'intelligence artificielle représente une menace existentielle, notamment

par sa capacité à être dupliquée et à partager instantanément les informations, une tâche difficile pour les humains. Il est convaincu que l'IA dépassera l'intelligence humaine, la seule question est de savoir quand. Et impossible de dire s'il sera possible de garder le contrôle sur les IA, puisque nous n'y avons jamais été confrontés. Un problème qui aurait 50 % de chances de se poser dans les 5 à 20 prochaines années. De plus, il s'inquiète des applica-

tions militaires, avec notamment des drones déjà capables de générer de nombreuses cibles. Mais ce qui l'inquiète le plus est l'arrivée des armes et des robots militaires autonomes, qui pourront décider eux-mêmes de tuer. Enfin, il craint que l'IA accentue les inégalités en remplaçant les humains sur les tâches basiques, augmentant ainsi la fortune des plus riches. Pour lui, la seule solution sera d'instaurer le revenu de base universel.

NEURALINK

Le premier patient de l'implant cérébral rencontre des dysfonctionnements

Neuralink a récemment partagé quelques informations sur des difficultés rencontrées avec son premier implant cérébral posé sur un être humain. La firme a trouvé une parade, et cherche désormais un nouveau volontaire. Cela fait deux mois depuis que le premier patient à recevoir l'implant N1 de Neuralink a partagé son témoignage. Un implant qu'Elon Musk, un des deux directeurs de Neuralink, a décrit comme un « implant cérébral cy-

bernétique télépathique ». Le patient en question est un homme tétraplégique du nom de Noland Arbaugh, qui a expliqué en vidéo comment il pouvait désormais contrôler son ordinateur par la pensée. Pourtant, tout ne s'est pas passé comme prévu. Le blog de Neuralink a partagé quelques détails sur un problème survenu dans les semaines qui ont suivi l'intervention. L'implant cérébral, de la taille d'une pièce de monnaie, fonctionne grâce à 1 024 élec-

trodes. Toutefois, un certain nombre d'entre eux ont commencé à se rétracter et la firme a même songé à retirer l'implant.

Neuralink cherche un nouveau volontaire

Ce problème a considérablement réduit le nombre de bits par seconde (bps) envoyés par l'implant. L'homme a constaté une latence de plus en plus importante et avait d'avantage de mal à contrôler le pointeur de son or-

dateur. Heureusement, les électrodes semblent pour l'instant s'être stabilisées et les scientifiques de chez Neuralink ont trouvé une parade. Ils ont ajusté l'algorithme pour être plus sensible aux signaux neuronaux, amélioré les techniques qui traduisent ces signaux en mouvements et amélioré l'interface utilisateur. Le résultat est une nette amélioration du bps, qui dépasse même désormais le record initial. Neuralink n'a pas donné d'infor-

mations sur la cause de la rétraction des électrodes, mais visiblement semble assez confiant que cela ne devrait pas se reproduire puisqu'Elon Musk a lancé un appel pour de nouveaux volontaires. Le milliardaire a posté sur X que la firme accepte désormais des candidatures pour un second participant. Les conditions sont toujours les mêmes, à savoir avoir au moins 22 ans, être tétraplégique et résider aux États-Unis ou au Canada.

Mots fléchés

Officiers	↓	Usuels	↓	Spécialité de Saint-Claude	↓	Basques	↓	Invento-riée	↓	Dans le sang	↓	Gros véhicule	↓
Complot		Liés								Oiseaux migrateurs			
	→		↓									Consumèrent	
Nul ne l'ignore	→			Renard polaire		Brouille		Cavités nasales	→				
Métiers de la route								Petits socles	→				
	→							Pis				Seigneur féodal	
Natives	→				Charlot		Tarées	→					
Service de la poste							Renvois						
	→									Religieux	Commune ornaise	→	
											Deux romains		
Tentatives		Hô Chi Minh-Ville	Partie d'une chaîne	→					Orgueil-leux	→			
	→		Membres d'oiseaux						Charmante				
						Pâté	→						
						Piécette							
Toison	Planche de bois	→			Clone	→						Argent en argot	L'île singulière (expression due à Paul Valéry)
					Individu								
				Toto	→			Il en compte sept	→			Démesuré	
Obèse	Raseur	→						Inédite	→				
								Délaissées					
				Jadis une hirondelle		Manche au tennis	→			Précis	→		
						Riche				Pièce de quincaillerie			
Quatre romain	Vélo		Roi de Juda	→				Austère	→				
			Bandage de voiture										
		Victimes pour les rapaces	→							Velettes de cinéma		Fleuve côtier	Main d'enfant
		Déambuler											
Parties mâles	→						Groupes d'abeilles	→					
Inaugure													
							Note de musique	→		Vieux	→		
							Figures géométriques						
Service sans retour	Dure	→				Avec clic	→				Indium	→	
	Agglomération					Certaine					Etendue de terre en mer		
			Prénom arabe		Transpirer	→				Fille de Cadmos	→		
					Avec les charges								
Armée irlandaise	→			Conduites	→					Touche le filet	→		
Astate				Branché						Exclamation du sud			
		Bouteilles	→						Désire	→			
Éliminés	→							Particule	→		Xénon	→	

EGYPTE

Moustafa Madbouli chargé de former un nouveau gouvernement après la démission du précédent

Le président égyptien Abdelfattah al-Sissi a reçu le premier ministre Moustafa Madbouli lundi pour discuter de la formation d'un nouveau gouvernement après la démission de l'ancien cabinet qui a subi plusieurs remaniements. Al-Sissi a chargé Madbouli de constituer une équipe compétente et expérimentée afin de répondre aux défis nationaux et internationaux en matière de sécurité. Les priorités du nouveau gouvernement incluent la poursuite des réformes économiques, avec un accent sur l'augmentation des investissements nationaux et étrangers, la promotion du secteur privé, et la maîtrise de l'inflation.



SAISON ESTIVALE
Le taux de remplissage des barrages permettra d'assurer une alimentation stable en eau potable

À l'instar des pays du bassin méditerranéen, l'Algérie connaît une situation de déficit hydrique. Néanmoins, les réserves emmagasinées cette année grâce à une pluviométrie appréciable permettront d'assurer une alimentation stable en eau potable durant toute la saison estivale, assure ce mardi le secrétaire général du ministère de l'hydraulique, M. Omar Bougaroua. Intervenant dans l'émission L'Invité de la Rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Bougaroua révèle que le taux national de remplissage des barrages a enregistré cette année une amélioration par rapport à l'année précédente. « Le taux de remplissage des 81 barrages cette année est de 39 %, soit une amélioration de 4 % par rapport à l'année dernière », avance-t-il. D'après les statistiques du ministère de l'hydraulique, les barrages de l'est ont enregistré le plus grand taux, avec plus de 67 %, tandis que ceux du Centre du pays sont à 28 %. Quant à l'ouest, les volumes emmagasinés dans la région ne dépassent pas les 19 % de la capacité de stockage. Outre cette ressource, l'invité de la Chaîne 3 évoque les grands projets de transfert d'eau, l'utilisation des eaux non conventionnelles et le dessalement d'eau de mer qui garantiront au pays une sécurité hydrique. Abordant dans le détail le volet du dessalement d'eau de mer, M. Bougaroua affirme que le projet initié par le président de la République augmentera la part de cette ressource de 20 à 40 % dans la consommation nationale et couvrira plus de 17 wilayas de l'intérieur du pays."

CONFORMITÉ AUX LOIS SUR L'INFORMATION ET LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE
Le délai prorogé

Le ministère de la Communication a annoncé, ce mardi, dans un communiqué, qu'il a été décidé de proroger le délai de dépôt de leurs dossiers dans le cadre de la conformité aux dispositions de la loi 14-23 relative à l'Information et de la loi 19-23 relative à la presse écrite et à la presse électronique. Cette décision a été prise en raison de l'entame tardive du processus d'adaptation aux lois précisées, indique un communiqué du ministère de la Communication. « Le ministère de la Communication informe tous les périodiques et journaux en ligne en état d'activité et qui ne se sont pas encore adaptés aux dispositions de la loi n° 23-14 régissant les médias et de la loi n° 23-19 relative à la presse écrite et électronique, qu'il a été décidé de proroger les délais de dépôt des dossiers », est-il mentionné dans le communiqué. Le dossier complet doit être déposé en deux exemplaires à la Direction des médias, 7e étage (07), bureau n° 701, ou par e-mail, rappelle, également, le communiqué du ministère. Dans son précédent communiqué, le ministère avait fixé à la date du 2 juin le dernier délai de dépôt des dossiers.

ORAN

Près de 1.500 visiteurs au Salon local de l'innovation

Le Salon local de l'innovation du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels à Oran, clôturé lundi soir, a connu une forte affluence des jeunes, soit près de 1.500 visiteurs, durant les trois jours de la manifestation, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de wilaya du secteur. Les quatre stands du Salon ont drainé beaucoup de jeunes souhaitant entrer dans le secteur professionnel, à travers lequel ils peuvent accéder au monde de l'entrepreneuriat, a indiqué à l'APS Mme Nacéra Mansouri, chargée de communication au niveau de la Direction de la Formation. La manifestation a connu la participation de 67 jeunes porteurs de projets, entre stagiaires et diplômés des établissements de formation, et ce, dans différents domaines, dont la numérisation, les industries pétrolières, manufacturières, sidérurgiques, mécaniques, pharmaceutiques, ainsi que l'environnement, l'eau, l'agriculture, l'hôtellerie et le tourisme, a-t-elle ajouté. Certains projets innovants ont attiré l'attention des visiteurs, à l'instar d'un système permettant de faire fonctionner certains appareils électriques à l'énergie solaire, des produits para-pharmaceutiques, notamment une pommade multi-usage, comme la stérilisation et le traitement des aphtes de la bouche et de la



gencive et l'hydratation des lèvres, en plus d'être un complément nutritionnel, a-t-on constaté. Des modèles de micro-entreprises réussies sont également exposés, à l'instar du projet d'un magasin électronique de design et de graphique, de même que d'autres micro-entreprises, notamment dans le domaine de la haute couture, l'art culinaire traditionnel et moderne, l'industrie des produits cos-

métiques et des compléments alimentaires. Au cours de cette manifestation, plusieurs communications ont été animées, à l'instar de "l'innovation et la créativité" et "l'entrepreneuriat et le rôle de l'incubateur des entreprises dans l'accompagnement et le développement de l'innovation", ainsi que "le rôle de la numérisation dans le développement du secteur".

LE SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION (SIAL)

Plus de 7 000 exposants attendus

Le Salon international de l'alimentation (SIAL) qui se tiendra du 19 au 23 octobre 2024 à Paris Nord Villepinte, est devenu un événement incontournable qui réunit les acteurs majeurs de l'industrie agroalimentaire mondiale,

offrant une plateforme exceptionnelle pour découvrir les dernières innovations, tendances et perspectives du secteur. Cette édition promet d'être particulièrement riche et diversifiée avec plus de 7 000 exposants attendus venant de plus de 200

pays. Ces derniers vont trouver un large éventail de produits alimentaires, des solutions technologiques innovantes, et des conférences animées par des experts de renom. Les temps forts du SIAL 2024 incluent les SIAL Innovation

Awards, récompensant les produits les plus novateurs, des conférences et ateliers sur les enjeux actuels et futurs de l'industrie agroalimentaire, et des rencontres B2B pour favoriser les échanges et les partenariats entre professionnels.

PHILIPPINES

Les autorités ordonnent l'évacuation après l'éruption du volcan Kanlaon

Les autorités philippines ont ordonné mardi l'évacuation des habitants vivant à proximité du volcan Kanlaon dans le centre des Philippines, à la suite d'une éruption qui a projeté dans le ciel un nuage de cendres d'une hauteur de cinq kilomètres. Les responsables gouvernementaux ont mis en garde contre "la possibilité de nouvelles éruptions du volcan Kanlaon, de chutes de cendres dangereuses et d'odeurs sulfuriques". Ils ont également averti que "les rivières en aval du volcan étaient exposées à des risques de crues soudaines, de coulées de boue et d'autres dangers".

"Rendez-vous dans vos centres d'évacuation respectifs, soyez vigilant et préparez des choses importantes comme de l'eau et de la nourriture", a déclaré José Chubasco Cardenas, maire de la ville de Canlaon, dans la province de Negros Oriental, en émettant l'ordre d'évacuation via les réseaux sociaux pour les résidents de quatre communautés proches du volcan. Dans la province voisine de Negros Occidental, plus de 700 personnes ont trouvé refuge dans des centres d'évacuation, a déclaré le gouverneur José Lacson à la radio DWPM. L'éruption explosive de six minutes a

entraîné la suspension des travaux et des écoles à Canlaon City, tandis que trois compagnies aériennes ont annulé 32 vols mardi. "Nous conseillons aux gens de porter des masques pour se protéger des cendres volcaniques", a déclaré Teresito Bacolcol, chef de l'agence nationale de sismologie. Kanlaon, l'un des deux douzaines de volcans actifs du pays, est entré en éruption pour la dernière fois en décembre 2017. Les Philippines se trouvent dans la "ceinture de feu" du Pacifique, où l'activité volcanique et les tremblements de terre sont fréquents.